

# QUELLE PERCEPTION DU RISQUE CHEZ LES FRANÇAIS ET LES ELUS LOCAUX ?

Rapport de résultats

Octobre 2025

## Volet quantitatif

**Christelle Craplet**

christelle.craplet@ipsos.com

**Maëlle LAPONTE**

Maëlle.lapointe@ipsos.com

## Volet qualitatif

**Isabelle Gulphe-Lachaud**

Isabelle.gulphe-lachaud@ipsos.com



# CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

# 01



# CONTEXTE DE L'ETUDE

La Macif et la Fondation Jean Jaurès ont souhaité réaliser une étude sur **la thématique des risques - et plus précisément les risques climatiques et naturels** - dans la perspective des élections municipales de 2026.

Les maires étant aux premières loges dans la gestion de ces risques, il paraissait important de prendre le pouls de l'opinion sur le sujet, pour nourrir les débats qui ne manqueront pas d'avoir lieu sur cette thématique lors du Salon des Maires de novembre 2025.

L'enquête réalisée par Ipsos bva permet ainsi de dresser **un état des lieux des perceptions des Français mais aussi des élus locaux** :

- Comment vivent-ils le risque ? Comment s'y préparent-ils ?
- Quelles sont leurs craintes ?
- A quel point y ont-ils directement été confrontés ?
- Quelle est leur capacité de résilience et d'adaptation ?
- *Pour les élus locaux* : comment perçoivent-ils les attentes de leurs administrés ? Comment y répondent-ils ? Quelles sont leurs principales contraintes sur ce sujet ?

L'enquête a donc été réalisée auprès des **décideurs locaux** (via un volet quantitatif et un volet qualitatif) et auprès du **grand public** (via une étude quantitative), avec un certain nombre de questions miroir destinées à mesurer les éventuels écarts de perception sur le sujet.

# METHODOLOGIE DU VOILET QUANTITATIF



## L'échantillon GRAND PUBLIC

Enquête réalisée **par Internet** du **1<sup>er</sup> au 4 septembre 2025** auprès de **1005 Français âgés de 18 ans et plus**.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'interviewé, catégorie d'agglomération, région, vote aux dernières élections européennes et présidentielles.



## L'échantillon DECIDEURS COLLECTIVITES LOCALES

Enquête réalisée par **téléphone** du **1<sup>er</sup> au 18 septembre 2025** auprès de **300 décideurs locaux**.

Les fonctions suivantes ont été interrogées :

- Maires
- Adjointes au Maire en charge de l'environnement, du risque, de l'urbanisme
- DGS / Directeurs techniques
- Directeurs de cabinet
- Chargés de mission en charge de l'environnement, du risque, de l'urbanisme

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : taille de la commune et région de la commune.

*A noter que les plus grosses communes (>5000 hab) ont été sur-représentées pour pouvoir disposer d'effectifs suffisants dans l'échantillon et permettre une lecture des résultats auprès de ces dernières, puis ramenées à leur poids réel dans les résultats d'ensemble pour garantir la représentativité de l'échantillon global.*

Des notes de lectures sont insérées au fil de l'enquête pour apporter des précisions sur certains publics.

xxx (xx%).

# METHODOLOGIE DU VOLET QUALITATIF

## Approfondissement qualitatif auprès **D'ELUS LOCAUX** et **AGENTS**

10 Entretiens en ligne d'une durée de 45 minutes environ

- 10 maires, DGS, Directeur technique ou élus en charge des questions environnementales/liées à la gestion des risques climatiques
- Issus de communes sur la France entière, exposées aux risques climatiques (en variant le type de risque climatique)
- Taille de communes également variée :
  - communes de moins de 3 500 habitants
  - communes de 3 500 à 10 000 habitants
  - communes de plus de 10 000 habitants

Entretiens **réalisés entre le 15 et le 26 septembre.2025**

Interviewé(s)	Spécificités de la commune
<b>Conseiller Municipal d'une ville côtière de 20500 habitants, également Vice-Président du Syndicat Départemental d'Énergie (22)</b>	Commune côtière qui fait face à la montée des eaux, recul progressif du trait de côte (falaise attaquée, parking menacé)
<b>Premier Adjoint au Maire d'un village de 350 habitants (08)</b>	Commune agricole avec un risque d'incendies mais un manque de moyens et d'équipement pour y faire face, présence de métabolites de pesticides dans l'eau et risque de coupure de l'approvisionnement en eau potable (commune Ardennaise).
<b>Maire d'une ville de 2400 habitants (19)</b>	Commune rurale, risque de sécheresse et d'incendies (résineux ont remplacé les feuillus), vigilance sur le maintien des ressources en eau
<b>Maire d'une ville de 1200 habitants, également Vice-Président de l'Agglomération (77)</b>	Commune rurale en milieu urbain, coulées de boue récurrentes (risque encore élevé), commune touchée par la tempête de 1999
<b>Conseiller Municipal d'une ville de 70000 habitants, également Vice-Président de l'Agglomération en charge de la transition écologique, membre du Conseil de la Prévention des Risques Technologiques et de celui d'AMORCE (95)</b>	Ville nouvelle construite avec des matériaux non étudiés pour les aléas climatiques, agglomération touchée par des inondations
<b>DGS et DGSA d'une ville de 19000 habitants ( 91)</b>	Commune encerclée par deux rivières, crue majeure en 2015-2016 et épisodes de canicule importants
<b>Maire Adjoint d'une ville de 11000 habitants, en charge de la transition énergétique et écologique, le patrimoine arboré et la forêt (92)</b>	Commune avec une large part de la superficie occupée par les forêts et par la présence de nombreux étangs
<b>Maire d'une ville de 20 000 Habitants ( 92)</b>	Commune située sur une colline, exposée à des risques climatiques liés aux fortes chaleurs /canicule et violents épisodes de pluie ( argile; glissement de terrain)
<b>DGS d'une ville de 15 700 habitants ( 49)</b>	Regroupement de territoires ruraux et intercommunalité de 120 000 Habitants. Sécheresses, chaleurs extrêmes & canicules
<b>Maire de la Commune d'Arques/ salarié de la Macif ( 62) 9500 habitants, interrogé à la demande de la Macif</b>	Commune du Pas-de-Calais qui a connu 3 inondations successives ( Novembre 2024 à Janvier 2025). Débordement du fleuve côtier Aa.

# VIVRE LE RISQUE : ÉLÉMENTS D'INTRODUCTION

# 02

R I S Q U E

**Malgré des évocations spontanées essentiellement négatives, le mot 'risque' n'est pas tabou et ne génère pas une attitude massive d'évitement.**

# Pour les Français, le risque est surtout synonyme de danger. Dans un contexte économique dur, les risques financiers sont assez présents à l'esprit. Le risque climatique est spontanément peu évoqué.



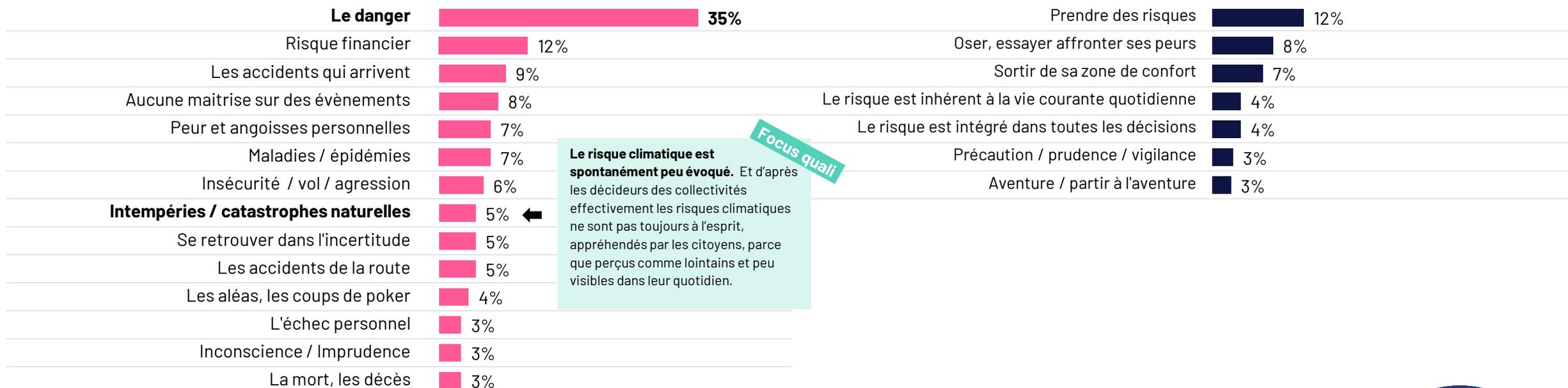
Grand Public

Que vous inspire la notion de « risque » ? Quels sont tous les mots, tous les sujets qui vous viennent à l'esprit ? – QUESTION OUVERTE

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles

“  
**76%** citent un mot, une expression,  
une idée **négative** pour parler des risques

**39%** citent un mot, une expression, une idée  
**positive ou neutre** pour parler des risques



**Le risque climatique est spontanément peu évoqué.** Et d'après les décideurs des collectivités effectivement les risques climatiques ne sont pas toujours à l'esprit, appréhendés par les citoyens, parce que perçus comme lointains et peu visibles dans leur quotidien.

*Focus quali*

# De façons assistée, le risque est également davantage associé à quelque chose de négatif que de positif.



Grand Public

Quand vous entendez le mot « risque », cela vous évoque-t-il quelque chose de positif ou de négatif ? Donnez une note de 0 à 10, 0 signifiant que cela vous évoque quelque chose de très négatif, 10 que cela vous évoque quelque chose de très positif, les notes intermédiaires vous servant à nuancer votre jugement.

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)



## Note moyenne

# 4,5

Hommes : **4,8**

Moins de 35 ans : **4,9**

Cadres : **4,9**

Femmes : **4,3**

Autres inactifs (étudiants, chômeurs) : **4,1**

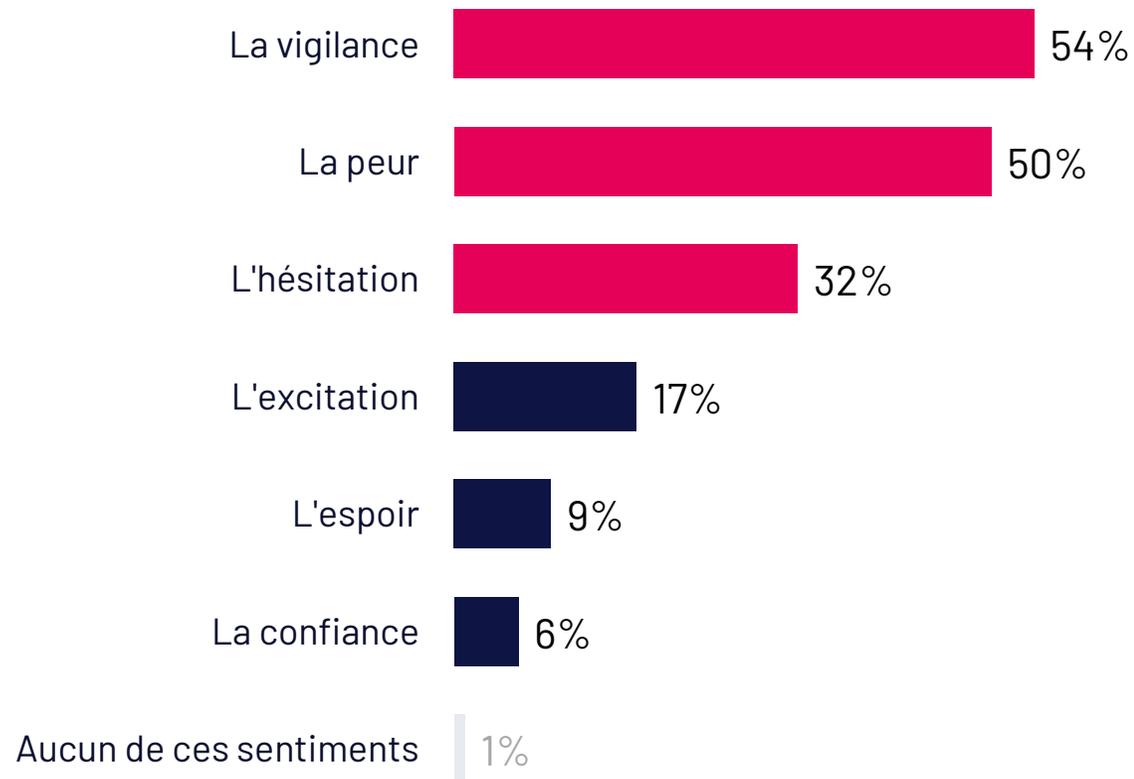
# Un constat corroboré quand on interroge les Français sur les sentiments suscités par la notion de risque : la vigilance et la peur dominant face à l'espoir ou la confiance.



Grand Public

Quels sentiments vous inspirent principalement la notion de « risque » ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants / 2 réponses possibles)



## Le genre, principal facteur discriminant

Sur cette question de perception du risque, les différences de genre sont les plus marquantes. Les femmes citent la peur en premier (58%) tandis que les hommes citent en premier la vigilance (58%). Ces derniers ont également plus évoqué la confiance (9%) et l'espoir (11%).

# Dans la même veine, sept Français sur dix déclarent que le risque leur inspire surtout le danger plutôt que l'opportunité.



Grand Public

Selon vous, quand on prend des risques, cela consiste le plus souvent à...

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)



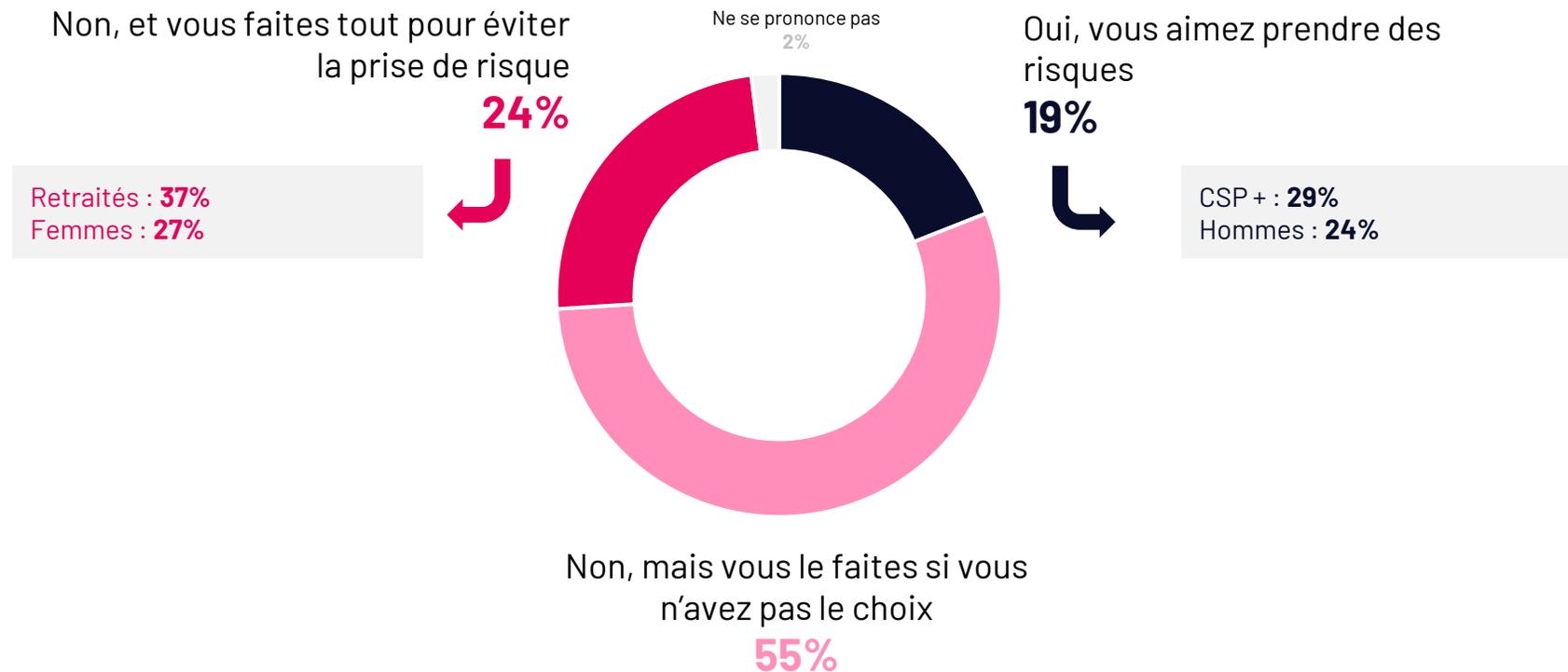
# En dépit de ce qui s'apparente à une aversion aux risques, la posture pure et dure de déni est minoritaire : seul un quart admet mettre tout en œuvre pour éviter la prise de risque.



Grand Public

Vous personnellement, aimez-vous prendre des risques ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)



**Les risques climatiques, un risque parmi d'autres pour les Français...**

**... alors que dans les collectivités locales, ce sujet prévaut sur tous les autres.**

# Les risques climatiques sont parmi les risques les plus projetés par les Français autour de chez eux, notamment chez ceux qui vivent dans le pourtour méditerranéen et sur la côte atlantique. Mais les risques économiques sont également très présents à leur esprit et prennent le dessus à l'échelle 'macro'

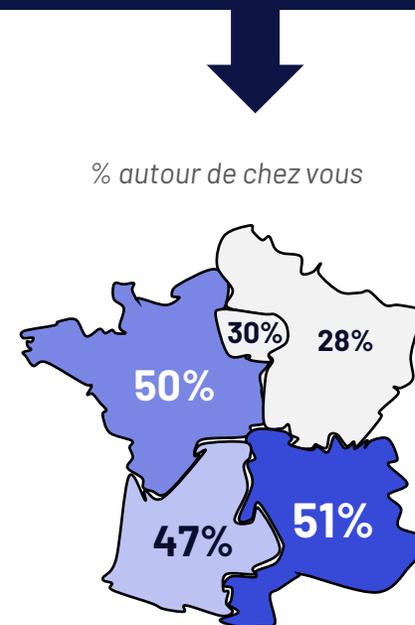
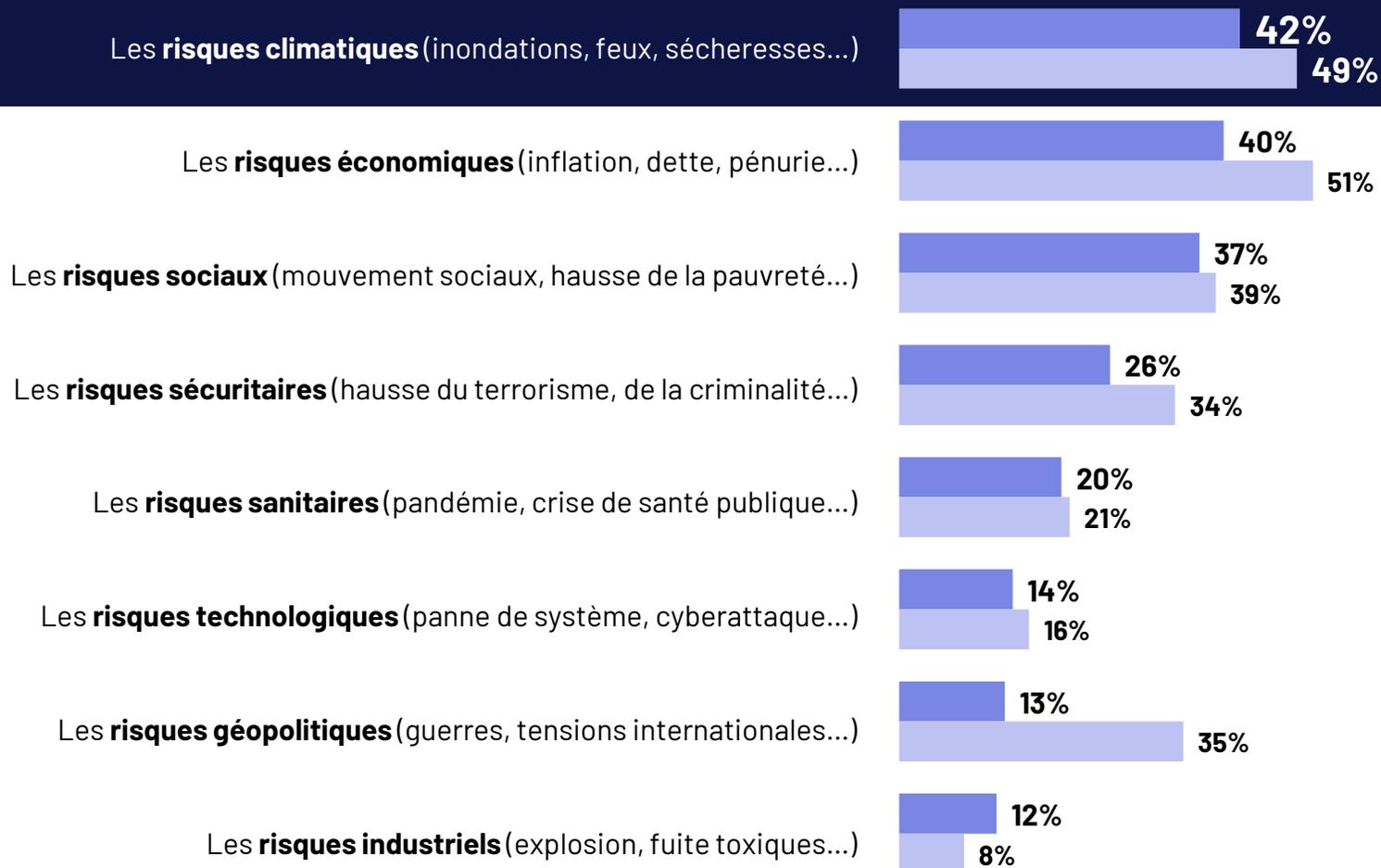


Grand Public

Quels sont les risques qui vous semblent les plus probables d'arriver dans les prochaines années ...

Base : Ensemble des Français uniquement (1005 répondants)

Autour de chez vous, dans votre région En France

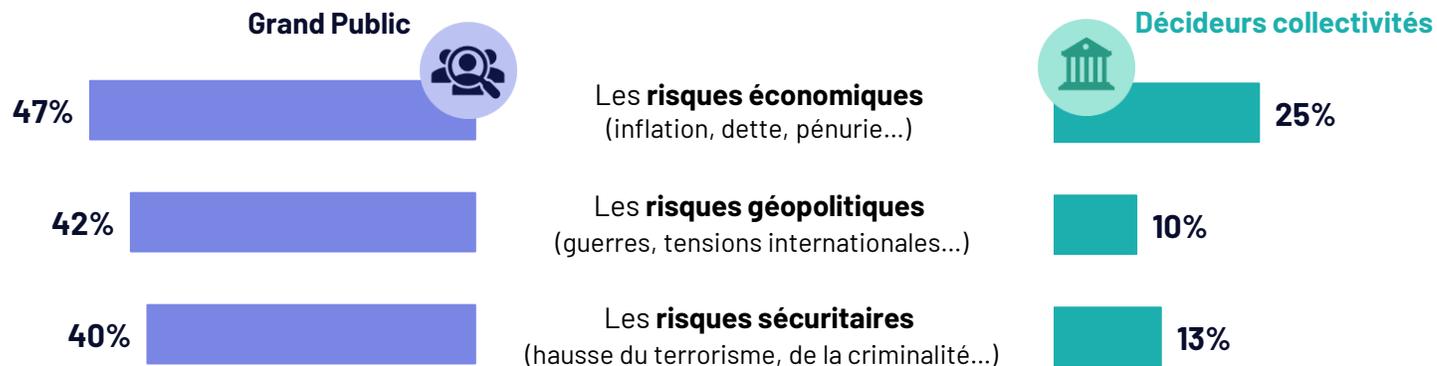


# Des décideurs locaux unanimes : les risques climatiques sont ceux qu'ils redoutent le plus, tandis que les Français sont plus partagés (leur inquiétude porte aussi bien sur l'économie et les conflits internationaux que les intempéries).

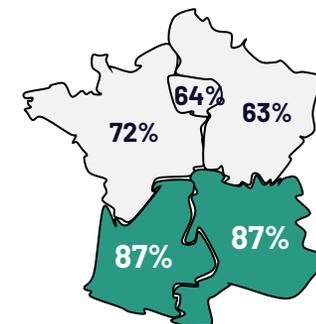
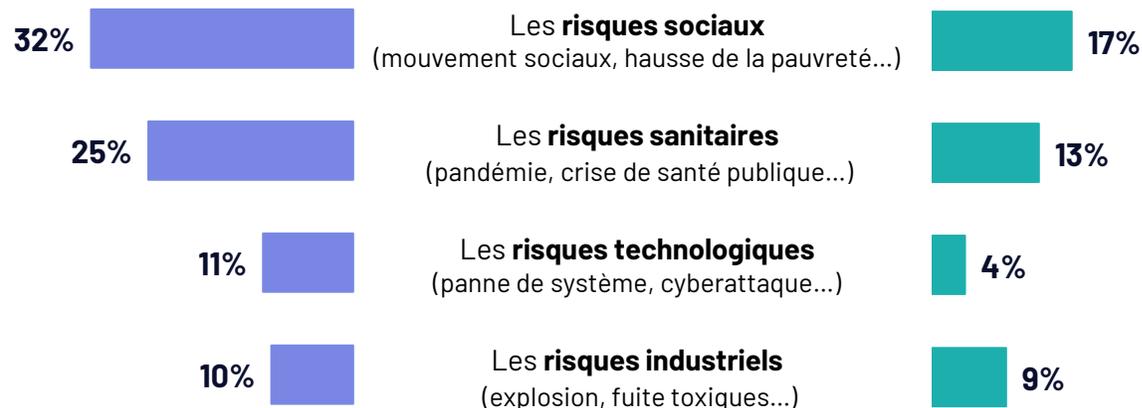
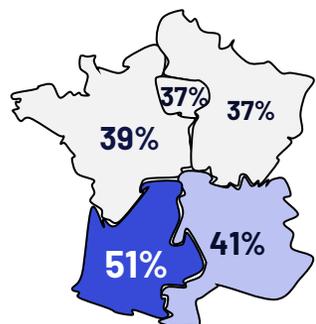


Quels sont les risques que vous redoutez le plus...

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Elus locaux (300 répondants)



« Le risque, il est quotidien, c'est la responsabilité pénale du maire, dans tous les actes qu'on peut signer du matin au soir, dans l'action municipale à chaque fois on risque d'engager notre responsabilité pour tout »  
(Elu, 10 000 hab.)



# Les risques climatiques sont également très présents dans les entretiens d'élus et agents locaux interrogés, aux côtés d'autres risques perçus de façon plus ou moins aiguë



Décideurs  
collectivités

## Risques climatiques

- Les risques climatiques sont évoqués spontanément par la plupart des répondants **comme une préoccupation majeure** pour leur commune. Ils prennent différentes formes : sécheresse et tension sur la ressource en eau, incendies agricoles ou forestiers, recul du trait de côté, canicule et îlots de chaleur, inondations, tempêtes...
- Certains ont un vécu plus ou moins traumatique d'événements survenus au cours des dernières années ou derniers mois : un vécu qui conditionne le degré de vigilance et d'anticipation à l'échelle locale. L'expérience concrète du risque façonne durablement la mémoire collective et les choix politiques locaux. **« culture du risque »**

## Risques sociaux et sécuritaires

- Ils apparaissent de façon récurrente dans les entretiens, prenant différentes formes : montée de la pauvreté et de la précarité, incivilités, délinquance, hausse de la consommation de drogue, insécurité routière, perte du collectif et de l'engagement associatif, désaffiliation vis-à-vis du service public et individualisme croissant...
- Certains évoquent des évolutions préoccupantes, et l'expérience concrète de ces transformations sociales (avec des incidents parfois marquants comme des émeutes, ou des violences contre les policiers) joue clairement un rôle sur les attentes des habitants, majeures dans certaines communes. Les élus peuvent mettre en place des actions de prévention pour tenter d'y répondre.

## Risques sanitaires

- Ils sont parfois évoqués, renvoyant à plusieurs thématiques : la pollution de l'eau, la difficulté d'accès aux soins avec le problème des déserts médicaux, la santé mentale.
- Certains évoquent des constats préoccupants, qui nourrissent une vigilance particulière, mais qui peut se heurter à un manque de moyens.

## Risques industriels

- Ils sont peu évoqués spontanément, mais apparaissent néanmoins comme des sujets pour quelques élus (installations qui sont ou pas sur leur commune, mais dans les alentours) : ICPE (parfois Seveso), méthaniseur, incinérateur d'ordure ménagères...
- Des expériences concrètes peuvent rester à l'esprit des élus ou DGS interrogés (incendie ayant provoqué des fumées sur la commune par exemple, ou pollution affectant les œufs), mais la marge de manœuvre reste faible, la gestion de ces sites étant hors de portée des mairies.

## Risques économiques

- Ils sont moins centraux mais présents en toile de fond : manque de budget pour les petites communes (difficultés pour mener à bien des projets), manque de main d'œuvre sur certains territoires, mémoire des emprunts toxiques, question du pouvoir d'achat (enjeu majeur pour les habitants)...
- Le souvenir des emprunts toxiques est présent à la mémoire de certains, amenant les collectivités à une grande vigilance quant à la gestion de leurs finances (pas de conséquences directes pour leur commune, mais un « cas d'école » pour rappeler la nécessité de bien définir ses choix financiers).

## Risques informatiques

- Ils sont évoqués par un DGS, sa ville ayant été touchée par une cyberattaque.
- C'est pour lui un risque majeur, qui pourrait amener à une perte de capacité opérationnelle, une privation de leur « *capacité à faire* », et qui a conduit la commune à mettre en place un Plan de Sauvegarde du Service Public et à renforcer le budget dédié à la protection des données.

## Risque « juridique et judiciaire »

- Au cœur du discours d'un élu et d'un DGS de l'échantillon et notamment l'angle de la responsabilité pénale des maires
- Ils sont évoqués par un DGS, faisant référence à la gestion quotidienne de la commune, avec pour lui un risque majeur : l'exigence croissante des administrés à l'égard des services fournis par la commune (cantine, gestion des équipements publics...).
- Ils représentent un enjeu pour les communes, qui s'ajoute à ceux sur lesquels les habitants s'expriment (ils n'ont pas conscience des « affaires internes » des collectivités).

# Selon les décideurs des collectivités locales, les habitants peuvent souvent être focalisés sur les risques immédiats et tangibles



Décideurs  
collectivités

- **Pour les élus et DGS, les attentes des habitants varient selon leur profil social :**

- si la question sécuritaire traverse l'ensemble des catégories sociales,
- les classes populaires expriment principalement leurs inquiétudes autour du pouvoir d'achat et de la précarité,
- alors que les classes plus aisées semblent plus réceptifs aux enjeux climatiques.

- **Dans ce contexte, les décideurs ont le sentiment que les risques climatiques ne sont pas toujours bien appréhendés par les citoyens, parce que perçus comme lointains et peu visibles dans leur quotidien. Un constat assez largement partagé est que les habitants sont souvent davantage focalisés sur des irritants du quotidien plutôt que sur l'anticipation des risques (problème de voirie; espèces d'arbres à remplacer; destruction de moustiques vs utilisation des pesticides)**

Certaines spécificités locales existent néanmoins :

- dans les communes qui ont vécu des événements ayant particulièrement affecté le territoire (ex. coulées de boue, inondations) : crainte d'une récurrence
- dans certains territoires agricoles : les risques d'incendie suscitent une forte anxiété chez les agriculteurs, qui redoutent pour leurs cultures et leur matériel.

→ **La difficulté pour les élus réside donc dans un double impératif : répondre à des inquiétudes tangibles et immédiates, tout en continuant à anticiper des risques que les habitants n'ont pas encore intégrés, mais qui pourraient s'imposer à l'avenir, dans des contextes d'arbitrage budgétaire à expliciter.**

# Baisse du confort de vie et violences : deux sujets qui préoccupent les Français au regard de l'augmentation de ces risques

# D'un point de vue individuel, l'augmentation des risques fait surtout craindre aux Français une perte de leur confort de vie, une dégradation de leur santé physique et des pertes financières.



Grand Public

Quelles conséquences craignez-vous particulièrement quand vous pensez à ces risques quand vous pensez à votre futur ?

Base : Ensemble des Français uniquement (1005 répondants) / Deux réponses possibles

# 39%

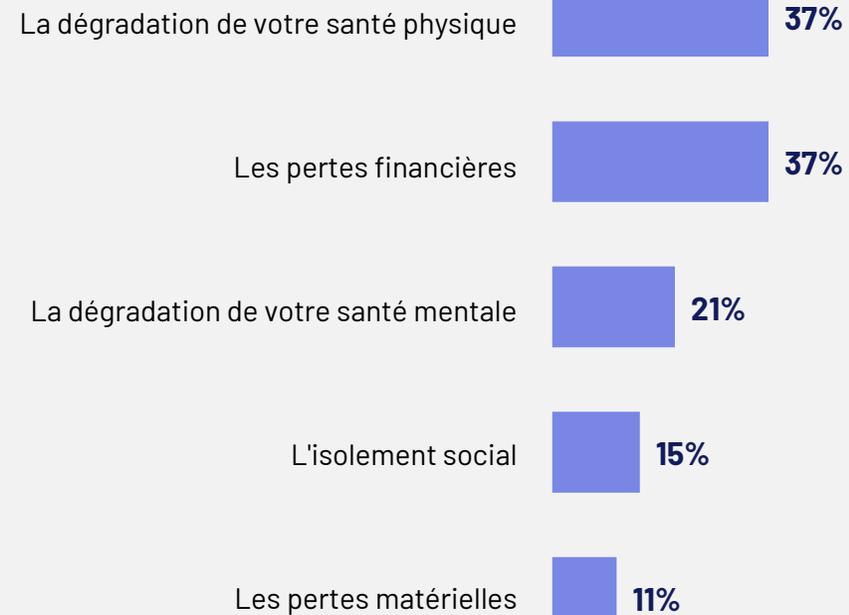


craignent surtout la **baisse de leur confort de vie (températures extrêmes, vents, inondations...)** concernant leur propre futur



**49%** chez les personnes qui redoutent une augmentation des risques climatiques

## Et ensuite...



# Et sur un plan plus macro, les Français redoutent une hausse de la violence dans la société ainsi qu'une perte en qualité de vie.



Grand Public

Quelles conséquences craignez-vous particulièrement quand vous pensez à ces risques quand vous pensez à la société dans son ensemble ?

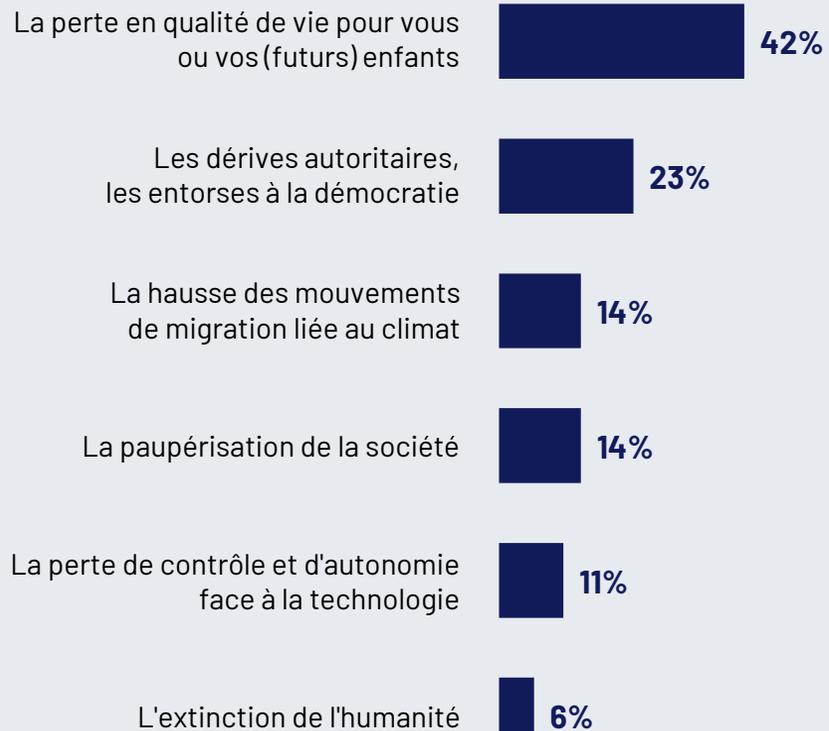
Base : Ensemble des Français uniquement (1005 répondants) / Deux réponses possibles

# 54%



citent la **hausse des tensions et de la violence** dans la société comme principale conséquence négative des risques pour la société

## Et ensuite...



# VÉCU DU RISQUE ET NIVEAU D'INFORMATIONS SUR LE SUJET

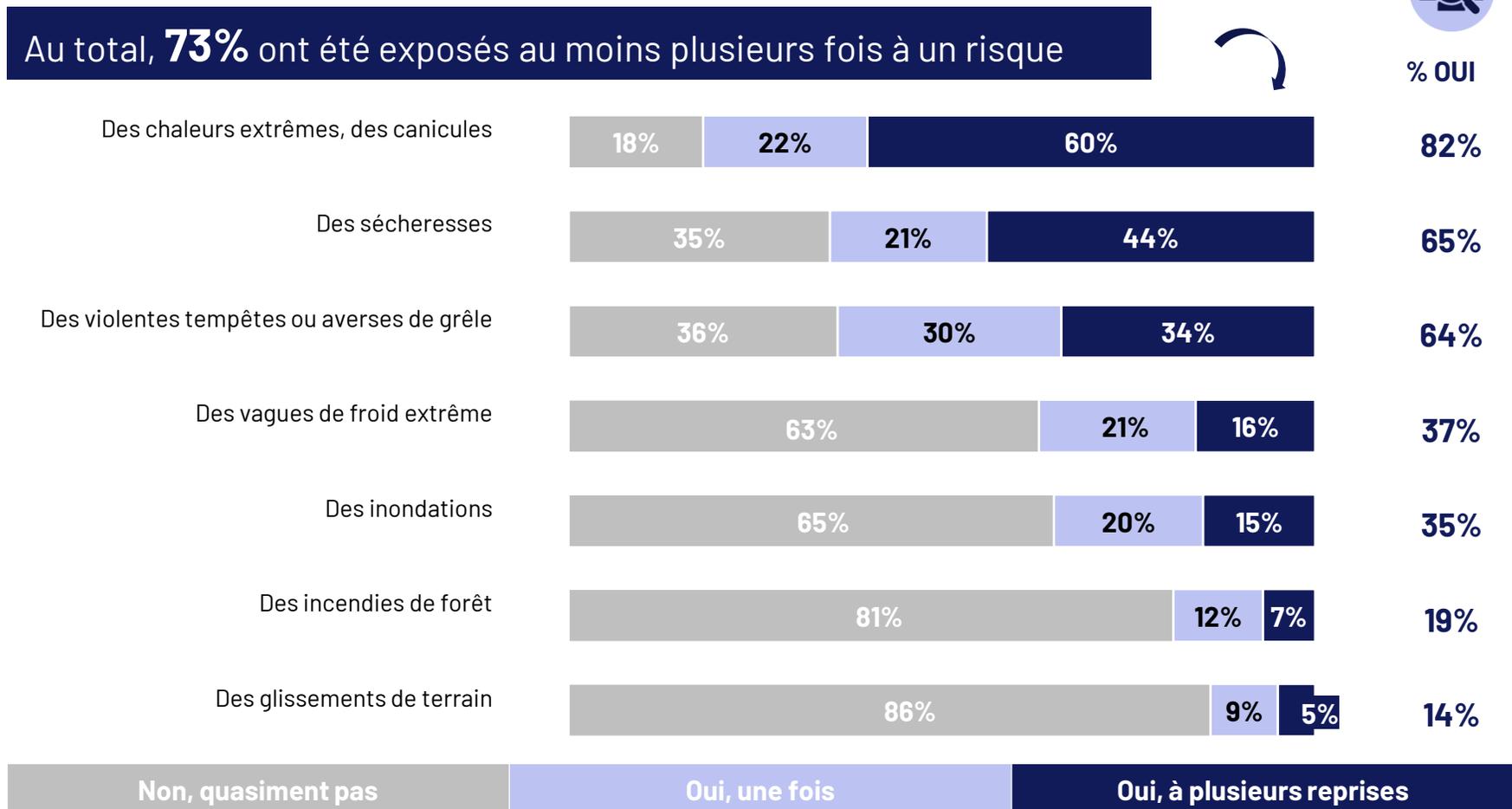
# 03

**Les risques climatiques constituent un sujet du quotidien : rares sont les Français et les décideurs municipaux non exposés aux conséquences négatives de ceux-ci.**

# Une large majorité de Français déclare subir les conséquences de ces risques. Et après plusieurs étés caniculaires successifs, les chaleurs extrêmes et les sécheresses apparaissent comme les deux effets les plus récurrents.

Avez-vous subi les conséquences négatives directes de chacun de ces risques dans votre vie quotidienne au cours des cinq dernières années ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)



# Subir les risques n'est pas qu'une question de lieu de vie, c'est aussi une question sociale : les CSP – citent plus de conséquences négatives.



Grand Public

Avez-vous subi les conséquences négatives directes de chacun de ces risques dans votre vie quotidienne au cours des cinq dernières années ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)

	TOTAL	Profession de l'interviewé				Taille de la commune					Région				
		CSP +	CSP -	Retraité	Autres inactifs	moins de 2 000 hab.	2 000 à 19 999 hab.	20 000 à 100 000 hab.	plus de 100 000 hab.	Agglo. parisienne	Ile de France	Nord Ouest	Nord Est	Sud Ouest	Sud Est
Base	1005	313	288	280	125	215	179	139	308	165	186	229	219	112	259
<b>Au moins un</b>	<b>73%</b>	<b>73%</b>	<b>82%</b>	<b>62%</b>	<b>75%</b>	<b>73%</b>	<b>70%</b>	<b>73%</b>	<b>75%</b>	<b>70%</b>	<b>70%</b>	<b>67%</b>	<b>72%</b>	<b>77%</b>	<b>79%</b>
Des chaleurs extrêmes, des canicules	60%	61%	<b>66%</b>	52%	62%	59%	58%	63%	62%	58%	57%	51%	57%	67%	<b>71%</b>
Des sécheresses	44%	39%	48%	43%	49%	<b>49%</b>	46%	51%	41%	35%	35%	40%	43%	47%	<b>53%</b>
Des violentes tempêtes ou averses de grêle	34%	34%	<b>44%</b>	21%	41%	37%	31%	29%	<b>41%</b>	28%	28%	34%	<b>41%</b>	<b>44%</b>	29%
Des vagues de froid extrême	16%	14%	<b>21%</b>	8%	26%	13%	13%	11%	19%	22%	21%	9%	<b>22%</b>	16%	14%
Des inondations	15%	13%	<b>20%</b>	10%	20%	14%	11%	13%	15%	<b>22%</b>	<b>22%</b>	11%	15%	16%	14%
Des incendies de forêt	7%	8%	<b>11%</b>	4%	7%	6%	9%	6%	7%	9%	9%	6%	6%	6%	10%
Des glissements de terrain	5%	4%	<b>13%</b>	1%	3%	3%	5%	8%	5%	9%	<b>10%</b>	4%	6%	3%	4%

# Une large majorité de Français et de décideurs publics subissent régulièrement les conséquences des risques. Et après plusieurs étés caniculaires successifs, les chaleurs extrêmes et les sécheresses forment les deux plus récurrentes.

Les habitants de votre commune ont-ils subi les conséquences négatives directes de chacun de ces risques dans leur vie quotidienne au cours des cinq dernières années ?

Base : Elus locaux (300 répondants)

Au total, **82%** ont été exposés au moins plusieurs fois à un risque



% OUI

84%

74%

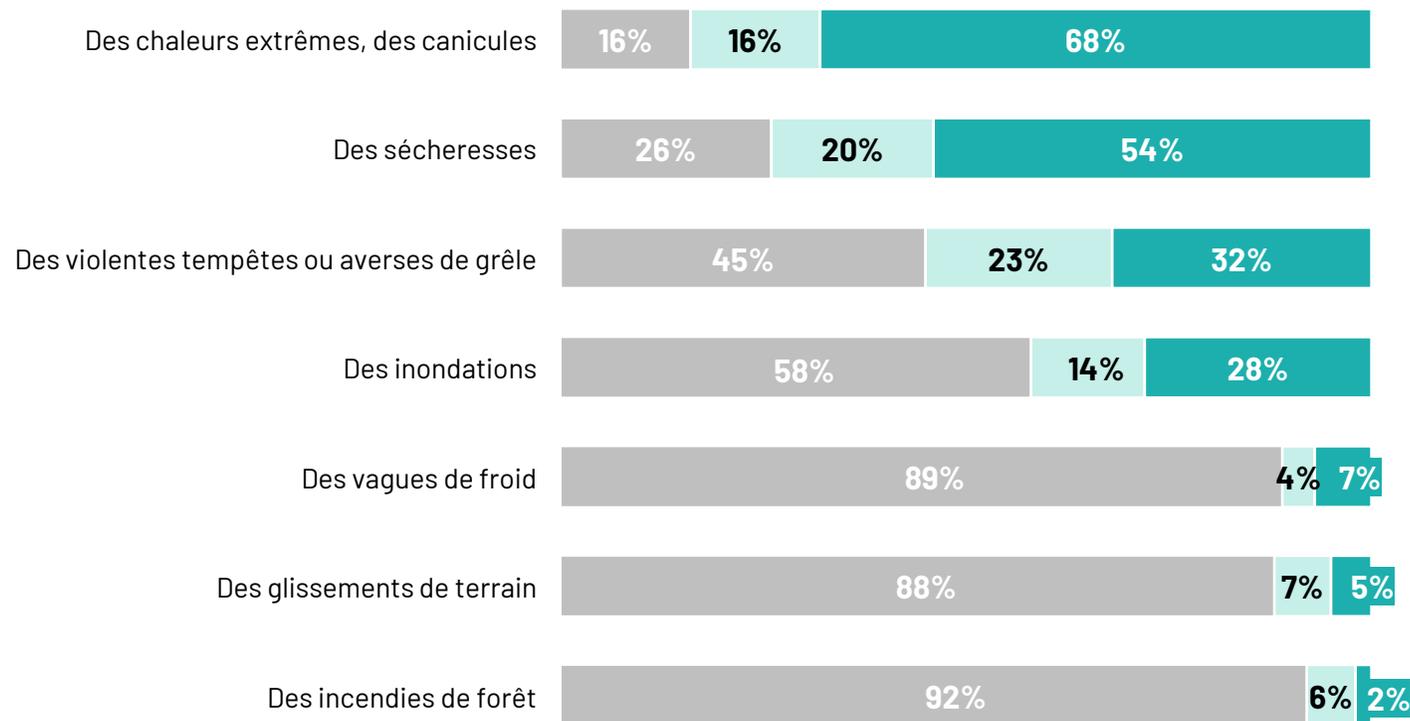
55%

42%

11%

12%

8%



Focus quali

Quelle que soit la façon dont ils abordent le sujet, **les risques climatiques sont considérés comme des risques incontournables**, la différence tenant surtout dans le ton, plus que dans le type de phénomènes évoqués (notamment la sécheresse, la canicule, les inondations) : un discours plus alarmé et incarné chez ceux qui ont vécu une « crise », plus distancié (mais réel) chez ceux qui en parlent « *comme tout le monde* » (sans vécu émotionnel ni preuves visibles, le risque reste abstrait et suscite moins fortement l'urgence).



# Une réalité qui renvoie à trois grands types d'événements selon les décideurs locaux interrogés en entretien

## Les événements soudains et traumatisants

- Inondations
- Coulées de boues
- Glissements de terrain
- › **Qui marquent la mémoire collective et alimentent un sentiment d'anxiété (parce qu'ils sont vu comme amenés à se répéter en raison du réchauffement climatique)**
- Tempête (datant de 1999, à l'époque sans lien établi avec le réchauffement climatique, alors que celui-ci pourrait aujourd'hui favoriser la survenue d'événements similaires)

## Les épisodes récurrents

- Canicules
- Sécheresse
- Petits incendies (sans conséquences graves)
- Débordement de rivières, cours d'eau et inondations à répétition
- › **Qui reviennent régulièrement, sont intégrés dans le « quotidien » des collectivités et nourrissent l'idée d'une fragilité des territoires.**

## Les phénomènes progressifs et structurels

- Recul du trait de côte
- Retrait-gonflement des argiles
- › **Qui ne sont pas perçus comme des « chocs » mais comme des transformations lentes qui inquiètent et qu'il faut prendre en compte.**

# La hiérarchie des risques est proche entre les différents types de communes.



Décideurs  
collectivités

Avez-vous subi les conséquences négatives directes de chacun de ces risques dans votre vie quotidienne au cours des cinq dernières années ? / Les habitants de votre commune ont-ils subi les conséquences négatives directes de chacun de ces risques dans leur vie quotidienne au cours des cinq dernières années ?

Base : Elus locaux (300 répondants)

	TOTAL	Taille de la commune					Région				
		Moins de 2000 hab.	Entre 2000 et 4999 hab.	Entre 5000 et 9999 hab.	Entre 10 000 et 19 999 hab.	20000 hab. et plus	Ile de France	Nord Ouest	Nord Est	Sud Ouest	Sud Est
Base	300	130	70	51	23	26	17	71	92	42	78
<b>Au moins un</b>	<b>82%</b>	<b>81%</b>	<b>90%</b>	<b>92%</b>	<b>93%</b>	<b>100%</b>	<b>97%</b>	<b>80%</b>	<b>81%</b>	<b>78%</b>	<b>86%</b>
Des chaleurs extrêmes, des canicules	68%	66%	69%	84%	<b>83%</b>	<b>94%</b>	<b>97%</b>	51%	74%	65%	73%
Des sécheresses	54%	52%	63%	59%	77%	64%	51%	53%	52%	46%	<b>64%</b>
Des violentes tempêtes ou averses de grêle	32%	32%	39%	36%	26%	36%	48%	<b>49%</b>	22%	35%	26%
Des inondations	28%	27%	30%	33%	62%	45%	44%	37%	30%	27%	12%
Des vagues de froid	7%	7%	5%	12%	4%	18%	11%	10%	3%	1%	14%
Des glissements de terrain	5%	5%	6%	6%	13%	4%	0%	12%	3%	3%	4%
Des incendies de forêt	2%	2%	1%	1%	9%	2%	0%	5%	0%	3%	2%

**Une acculturation aux risques plus pointue auprès des concernés ... mais qui pourrait encore être plus développée** (on se sent globalement plutôt bien et non très bien informé, la familiarité est plus faible sur certains risques spécifiques).

# Face aux risques climatiques, les Français oscillent entre anticipation et inaction (et cela même quand le sujet est à leur esprit!). Les acteurs locaux sont davantage dans une démarche d'anticipation.



Pensez à ces risques climatiques. De manière générale, comment qualifieriez-vous votre attitude ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)

Pensez à ces risques climatiques. De manière générale, comment qualifieriez-vous l'attitude de votre commune face à ces risques ?

Base : / Elus locaux (300 répondants)



# Un exemple d'anticipation de la part des décideurs locaux : le cas d'Arques, commune du Pas-de-Calais soumise à trois inondations successives



**Le 6 novembre 2023**, lorsqu'on a été inondé, on a eu trois rues inondées, et le 6 novembre, il y avait beaucoup de quartiers qui étaient potentiellement inondables, pour lesquels ça a quand même tenu, ça a tenu en raison des grands travaux qui avaient été faits pendant 20 ans au préalable.

Le problème, c'est que cette accumulation de pluie qu'on a eue, c'est des volumes pluviométriques très, très forts, exceptionnels qu'on a eus sur des courtes périodes, il y a beaucoup de pluie depuis le mois de septembre, septembre, octobre, novembre, ça c'est sûr, énormément, mais on va dire qu'en novembre, décembre et début janvier, on a eu encore beaucoup de pluie.

À un moment donné, tout ce système d'endiguement n'a pas tenu, il n'était plus du tout adapté pour le volume de pluie qu'on a reçu. ,

**Le 11 novembre**, je pense que j'ai dû déclencher à 5 heures du matin l'alerte auprès des services, on a ouvert la salle le 11 novembre à 5 heures du matin, les élus sont allés dans la salle, les agents administratifs dans la salle, après tout le personnel technique était déjà avec les véhicules dans toutes les rues, pour que les habitants puissent protéger leur habitation.

Malheureusement, **le 3 janvier**, j'ai déclenché à nouveau le plan communal de sécurité, avec tous les services ouverture de salle, et là, c'était quand même encore 20 centimètres de plus d'eau dans la commune, par rapport aux inondations précédentes. Je suis arrivé à 33 rues inondées sur la commune, au mois de janvier, 33 rues et 400 maisons, (Elu, 10000 hab.)



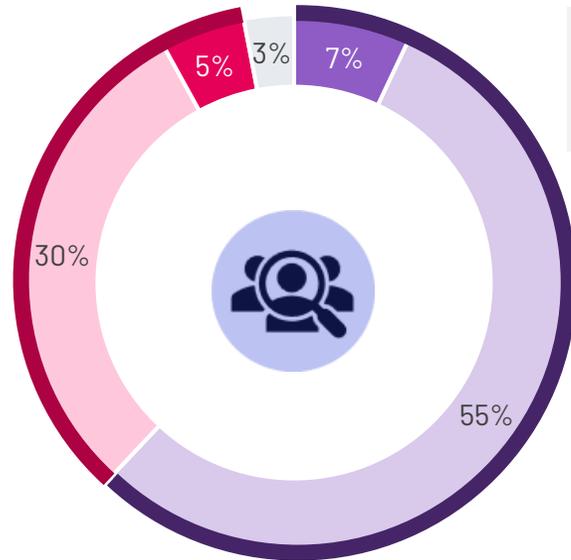
# Les décideurs locaux se déclarent mieux informés que la population générale, même si aucun des deux publics ne l'affirment avec vigueur (le taux de très bien informé est bas).



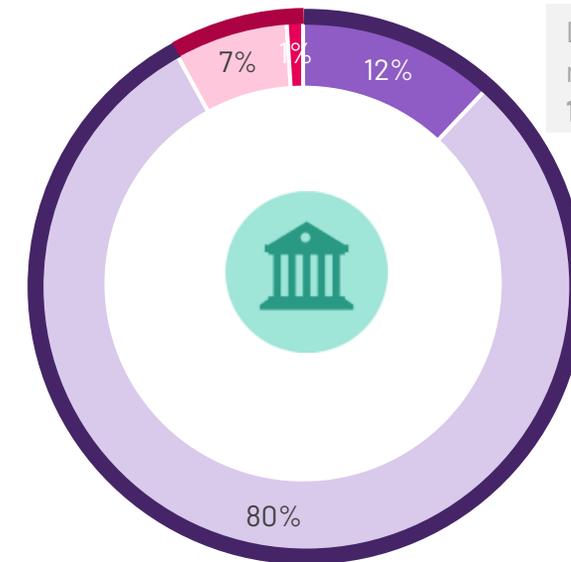
Vous sentez-vous bien informés face aux risques climatiques ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Elus locaux (300 répondants)

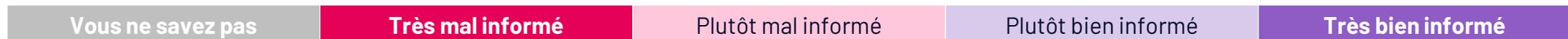
**35%** se sentent mal informés      **62%** se sentent bien informés      **8%** se sentent mal informés      **92%** se sentent bien informés



Les exposés ne sentent pas mieux informés (**63% dont 8% très bien informés**).



Les exposés ne sentent pas mieux informés (**94% dont 14% très bien informés**).



# Plus en détail, la connaissance des bonnes pratiques est très inégale entre les différentes situations au sein du grand public. Et même chez les décideurs locaux, certains bons gestes mériteraient également d'être mieux connus *(dans les cas d'incendies, de lissements de terrain, de vagues de froid extrême).*

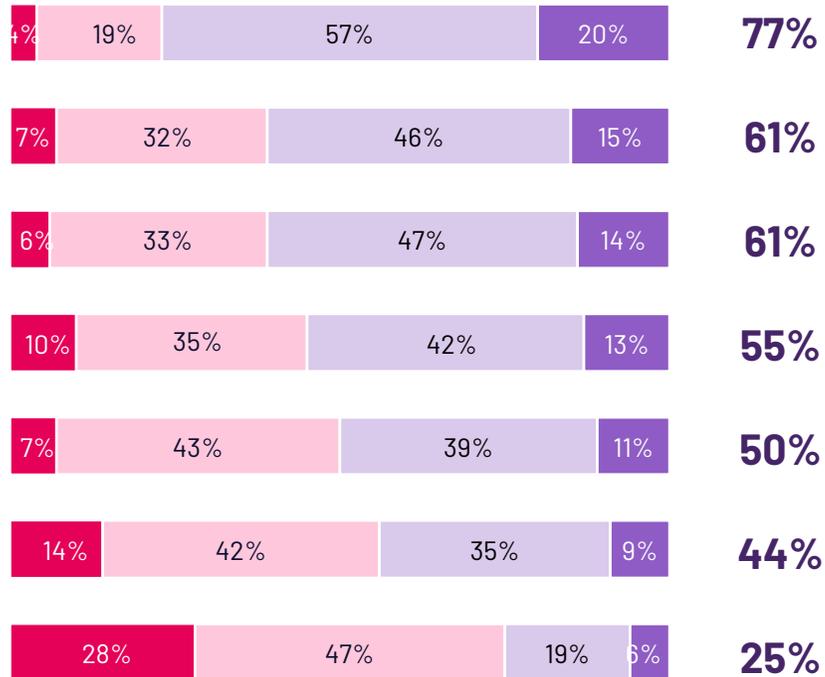


Avez-vous le sentiment de bien ou de mal connaître les bonnes pratiques (les bons gestes, les services à contacter...) à mettre en œuvre en cas ... ?

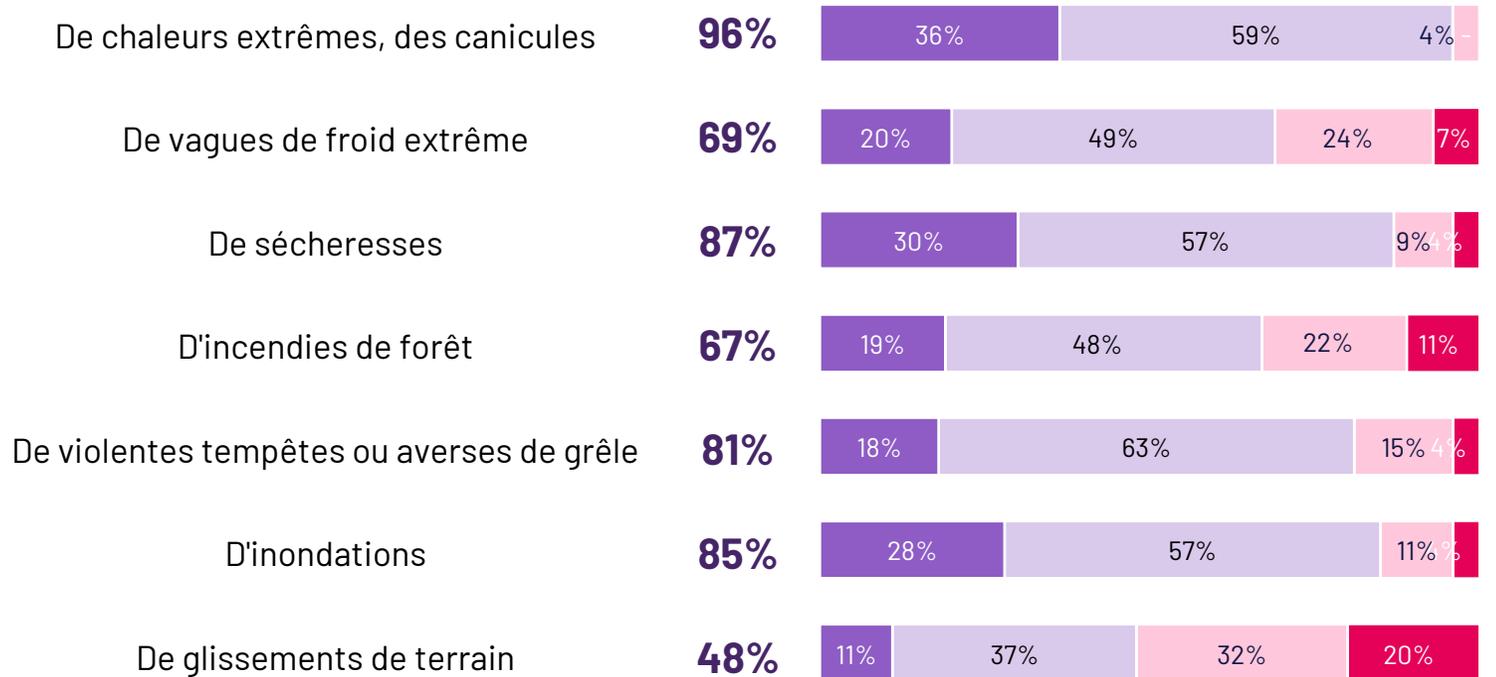
Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Elus locaux (300 répondants)



% CONNAIT BIEN



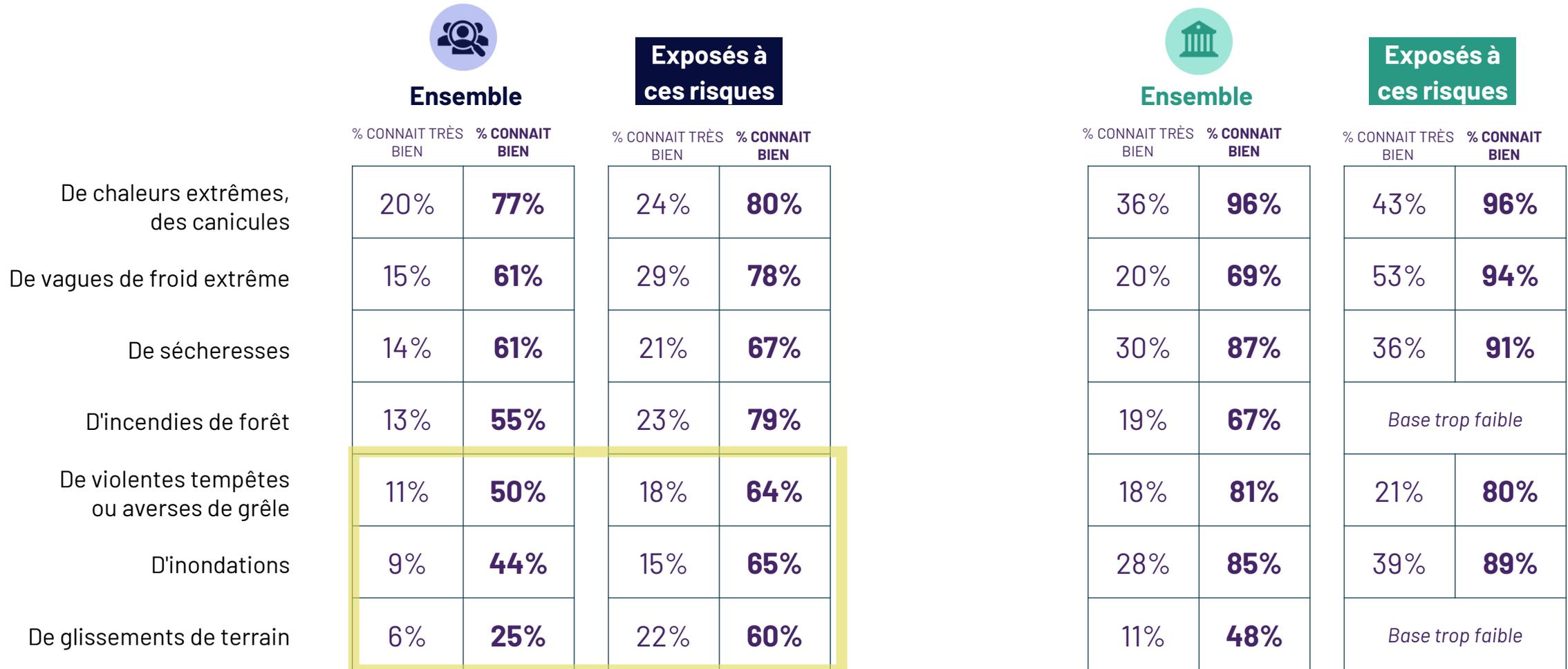
% CONNAIT BIEN



# Les bonnes pratiques en matière de violentes tempêtes, de glissements de terrain et d'inondations ne sont pas extrêmement bien connues auprès des concernés. Chez les responsables municipaux, les bonnes pratiques sont davantage identifiées.

Avez-vous le sentiment de bien ou de mal connaître les bonnes pratiques (les bons gestes, les services à contacter...) à mettre en œuvre en cas ... ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Elus locaux (300 répondants)



# Des enseignements également relayés dans le volet qualitatif

- **La taille de la commune a un impact sur la manière d’appréhender la gestion des risques :**

- **Les plus petites communes évoquent :**

- o le manque de moyens auquel elles font face pour étudier et prévenir les risques (ex. coût élevé des études sur la potabilité de l’eau, ou sur la réutilisation des eaux usées),
- o le problème de la centralisation des services pour y faire face (ex. réorganisation des SDIS en regroupements vers de grosses unités au détriment des petites casernes locales).

- **Les grandes communes ont des moyens plus importants :**

- o sur le plan humain, avec des postes dédiés et experts au sein des collectivités, qui permettent une réflexion plus aboutie sur la gestion des risques,
- o sur le plan financier, avec des budgets qui permettent de mener des projets plus conséquents.

- **Le vécu d’un événement traumatisant influe sur la manière de percevoir et d’anticiper les risques :**

- Avoir vécu un événement climatique important ancre la mémoire collective et aide à prioriser les actions et les investissements. Sans catastrophe marquante récente, la perception reste concrète mais plus apaisée ; on anticipe éventuellement à travers des actions préventives sans nécessairement avoir de vision très globale du risque (ex. commandes groupées de cuves de récupération d’eau, entraide agricole).
- Là où le risque est inévitable (ex. recul du littoral), on ne peut pas nécessairement agir (Cas par exemple d’une commune pour laquelle le risque ne touchait pas les habitants directement : pas de logements à proximité du site concerné).

- **Le degré d’expertise des élus ou agents et leur sensibilité sur les problématiques environnementales influe aussi sur leur façon de penser les risques climatiques :**

- Une grande partie de ceux qui ne parlent qu’au nom de leur commune aborde les risques climatiques surtout à travers des événements vécus localement, avec un discours pragmatique, centré sur la protection immédiate des habitants et du territoire.
- Ceux qui sont également impliqués dans l’intercommunalité ou dans des instances environnementales développent une approche plus globale, stratégique et prospective : ils relient enjeux climatiques et sanitaires, ils insistent sur la nécessité de penser à long terme et perçoivent l’action collective comme indispensable (implication de l’intercommunalité, d’organismes publics, des associations locales). exemple du Plan Climat Energie évoqué au nouveau de l’intercommunalité.
- La sensibilité aux questions de transition environnementale colore spécifiquement les postures et les discours à l’égard des risques et de leur prévention.

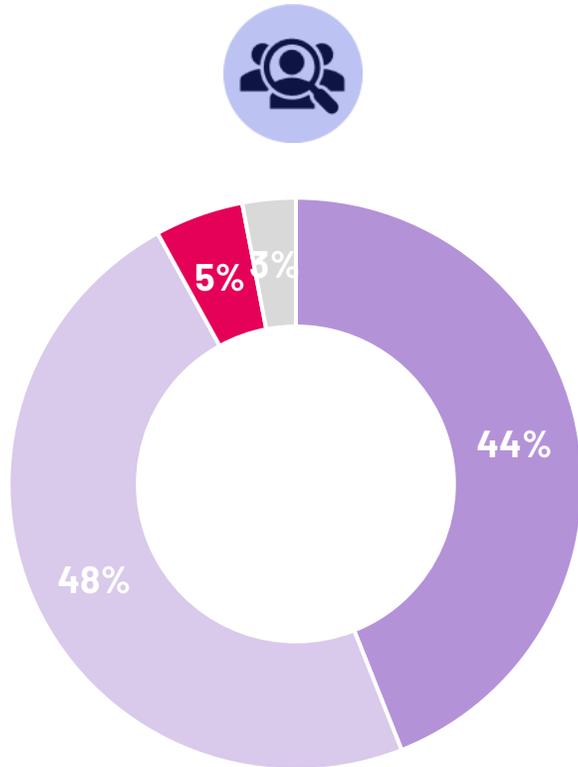
**« *Il faut le voir pour le croire* » : plus l'exposition aux risques est importante plus la conviction que le réchauffement climatique explique totalement la hausse des risques est forte.**

# Les climatosceptiques certains sont minoritaires dans les deux échantillons : la majorité constate un lien entre hausse des risques et réchauffement climatique.



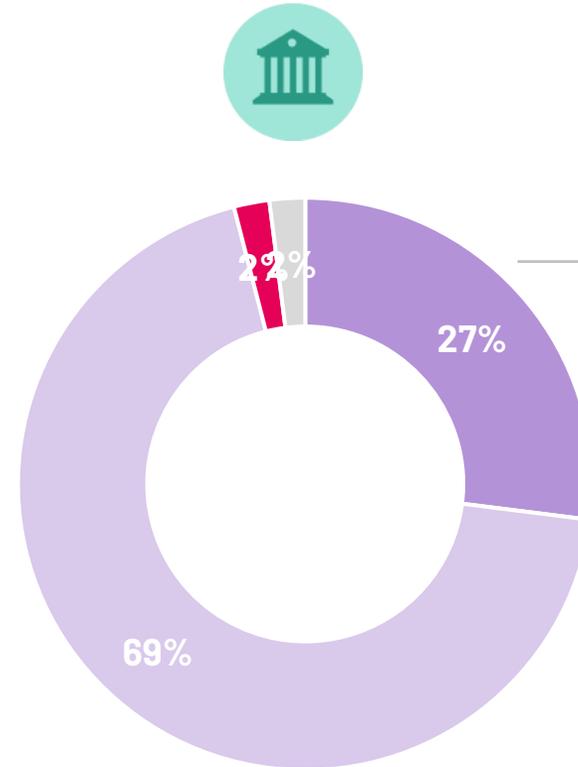
Selon vous existe-t-il un lien entre le réchauffement climatique et ces différents risques climatiques ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Elus locaux (300 répondants)



Une conviction renforcée auprès des exposés aux risques :

- Incendies de forêts : **62%**
- Sécheresses : **54%**
- Vagues de froid extrêmes : **52%**
- Inondations : **51%**
- Chaleurs extrêmes : **50%**



Un avis surtout partagé par les exposés aux :

- Violentes tempêtes : **38%**
- Sécheresses : **33%**

Et les décideurs des communes de plus de 10.000 habitants : **46%**

**Focus quali**

**Le lien entre les différents phénomènes climatiques et le réchauffement est systématique.** Les élus / DGS n'y voient pas des événements isolés, mais plutôt le signe de risques futurs qui vont se répéter, et contre lesquels il faut savoir se préparer.



# ATTITUDES FACE AUX RISQUES : QUELLE(S) POSTURE(S) ET QUELLE(S) CONSÉQUENCE(S) ?

# 04

**Pour les décideurs locaux, les risques ont parfois été un déclic : plus vigilants, mieux informés et plus proches des habitants, leurs attitudes sont façonnées par ces évènements.**

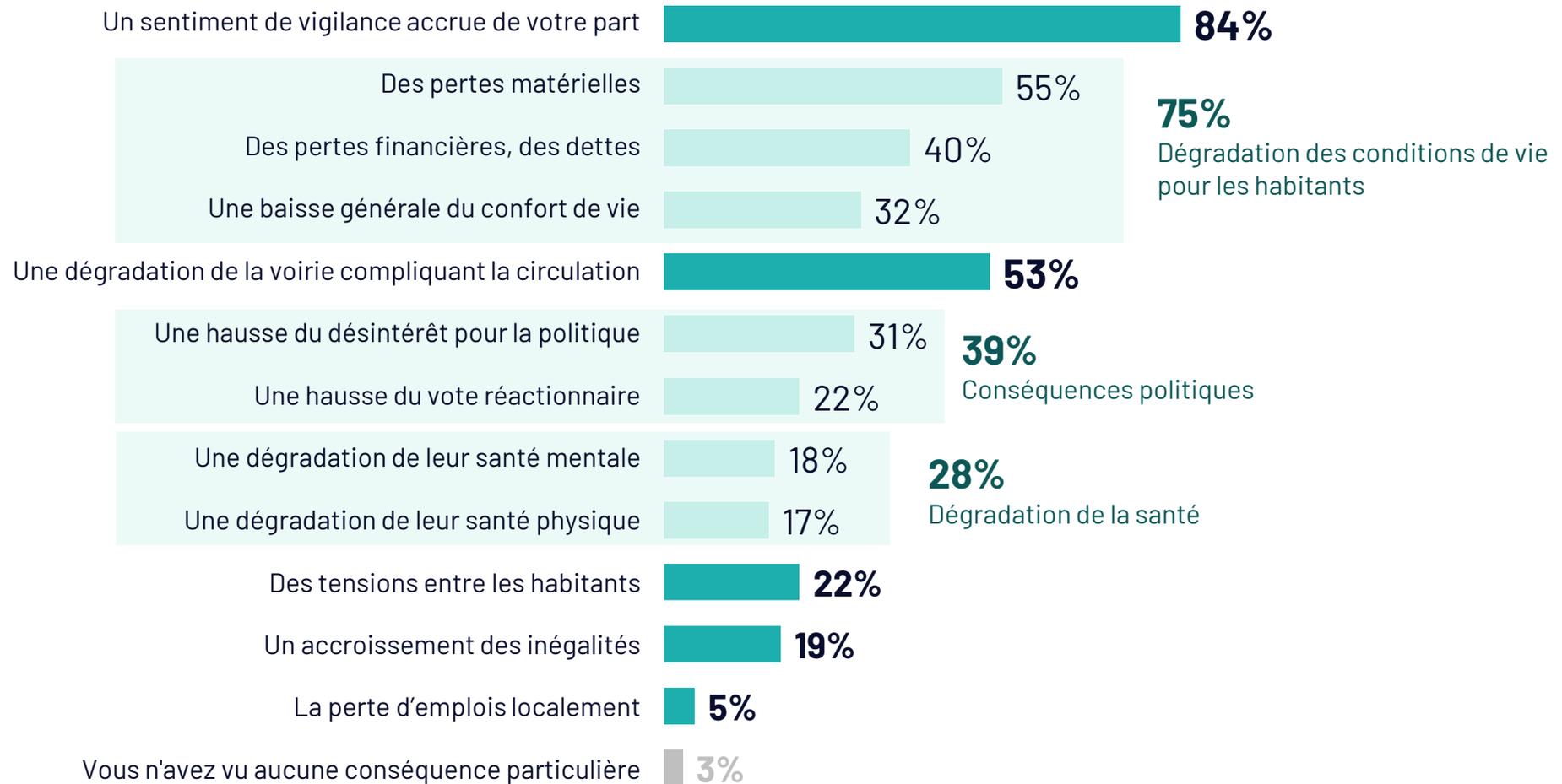
# Les décideurs locaux ont le sentiment que les risques ont essentiellement changé leur propre posture, qu'ils définissent désormais comme plus attentive, plus vigilante.



Décideurs  
collectivités

Plus précisément, quelles ont été les conséquences de ce(s) risque(s) climatique(s) pour les habitants de votre commune ?

Base : Elus ayant subi au moins un risque plusieurs fois (259 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



# Des types d'impact qui peuvent être globalement regroupés en trois grandes catégories



Décideurs  
collectivités



## SUR LE PLAN MATÉRIEL

**Les événements entraînent des transformations visibles du territoire** : rues et infrastructures abîmées par les inondations, fissures sur les bâtiments / habitations, surchauffe et incendies sur du matériel agricole, affaissement de murs, rupture de canalisations...

**Avec un impact possible sur le plan sanitaire** : par exemple coulées de boues qui viennent de champs de cultures traitées, qui emportent avec elles des pesticides dans les maisons; cyanobactéries qui affectent la qualité de l'eau

**Les communes doivent réparer, se réadapter, anticiper** : plantation de haies, remise en état des fossés pour limiter le ruissellement, réfection des rues et des bâtiments abîmés, délocalisation d'infrastructures menacées; stocks de sacs de sable, palettes,

Mais elles font parfois face à des risques qu'elles ne peuvent pas contrer : ex. enrochement impossible pour éviter le recul de trait de côte, la falaise étant friable.

Pour les habitants touchés par les inondations dans leur commune, les maisons ont pu subir des dégâts très importants..



## SUR LE PLAN ORGANISATIONNEL

**Les événements climatiques peuvent mettre en avant des défaillances sur le plan de l'organisation.**

**Elles sont alors amenées à repenser leurs façons de faire, et à mettre en place des outils nouveaux, à revoir leurs besoins :**

- **priorisation des actions** et des investissements
- **organisation interne** et dispositifs d'astreinte / cellule de crise
- vision plus globale et à long terme :
  - o mise en place d'un **Plan Communal de Sauvegarde**
  - o **intégration dans la planification urbaine** de la prévention des crues, des canicules, des sécheresses (désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école, îlots de fraîcheur...)
  - o **intégration des enjeux dans le PLUI** (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal)



## SUR LE PLAN PSYCHOLOGIQUE

Les événements sont ancrés dans la mémoire collective, et **ont renforcé la solidarité locale et certains comportements vertueux** (par ex. vigilance sur les économies d'eau).

De réels **traumatismes** des habitants dans le cas d'épisodes à répétition

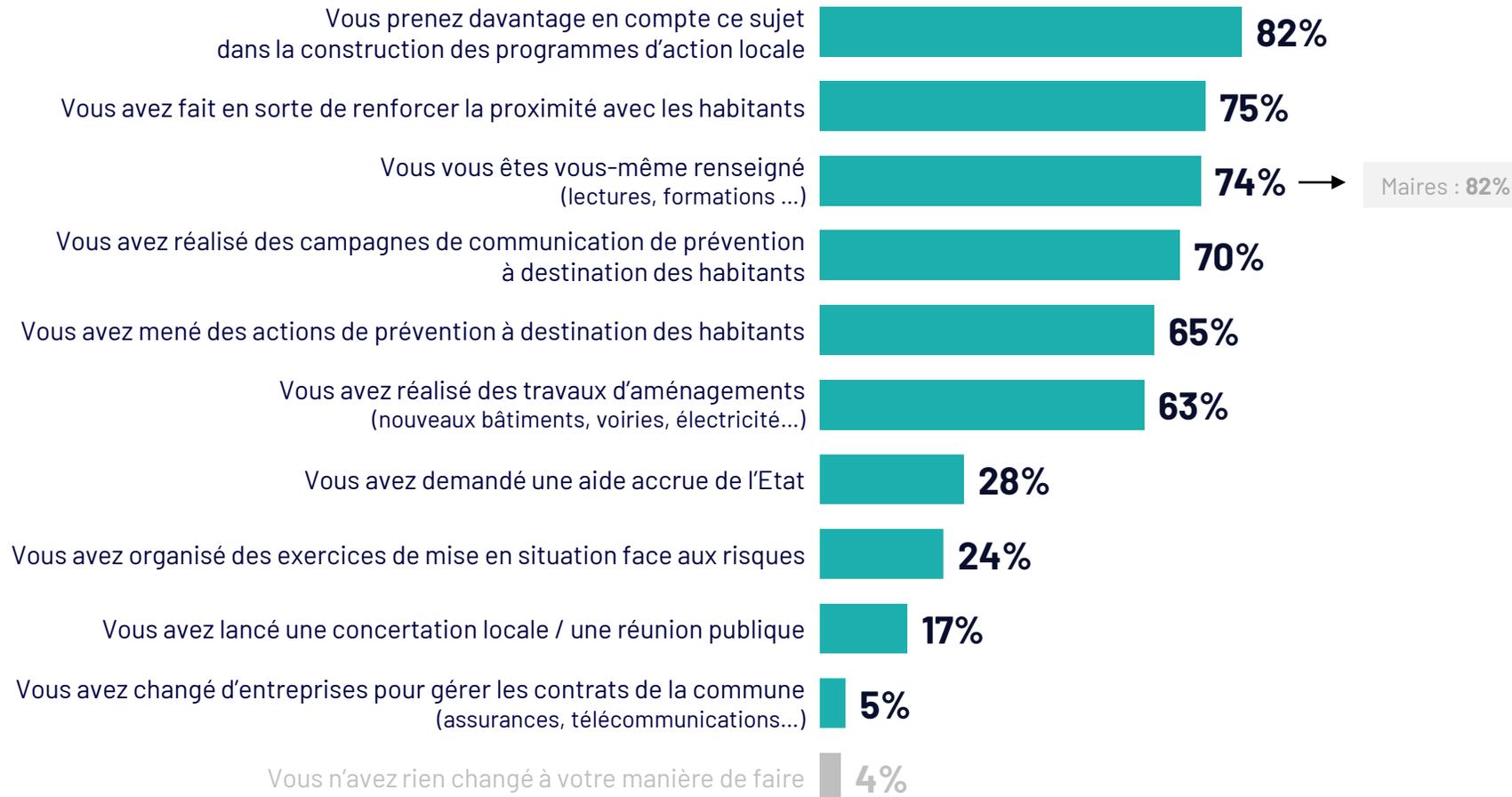
# Cette posture de vigilance se traduit par une plus grande prise en compte du sujet en termes d'action publique et par un changement d'attitudes *(se renseigner, aller davantage au contact des habitants...)*.



Décideurs  
collectivités

Globalement, comment votre commune a-t-elle évolué après avoir été exposée à ces risques climatiques ?

Base : Elus ayant subi au moins un risque plusieurs fois (259 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



# Mais très concrètement la gestion des événements climatiques impose d'abord des réponses immédiates



Décideurs  
collectivités

- **Lors des événements soudains, les élus et agents locaux décrivent une gestion dans l'urgence, réactive et pragmatique** : nettoyer, réparer, remettre en état rapidement et sécuriser. Les services techniques sont mobilisés, la population participe activement (voisins, associations, bénévoles), et des partenariats ponctuels peuvent se mettre en place avec les services départementaux ou des prestataires locaux.
- **Dans des contextes de canicule ou de sécheresse, les communes se positionnent comme exécutantes des consignes préfectorales.** Elles mettent en place un suivi des personnes vulnérables, diffusent des messages de vigilance et relaient les alertes via leurs outils de communications (applications et publications locales).
- Quel que soit l'événement et le risque, il s'agit **d'apaiser la situation, de rassurer, de limiter les dégâts et de protéger les habitants.**



*Mobilisation générale des services publics, hospitalier, territorial, puis on fait de la mise à l'abri de la population. Ça dure une bonne semaine. Vous interrompez toutes les activités (...) vous ne faites rien d'autre que s'assurer que les populations sont mises à l'abri. (DGS, 19000 hab.)*

*Quand on n'a pas réussi à prévenir, quand c'est un cas de force majeure, on va dire, comme un affaissement de terrain, une rupture de canalisation, là, on est au plus proche. Ça, c'est l'avantage d'être une ville un peu à notre taille, puisqu'on peut tout de suite être réactif et proche des habitants, à leur écoute. (Elu, 11000 hab.)*



# Une fois la phase d'urgence passée vient la phase de consolidation. Les décideurs des collectivités évoquent ces différents types d'actions de prévention :



Décideurs  
collectivités

- Prendre des mesures concrètes pour limiter la répétition des événements, avec des actions de prévention qui s'inscrivent sur plusieurs types de registres :

## La protection des habitants :

suivi systématique des personnes vulnérables

## La sensibilisation :

information, alertes via les applications locales ou sirène, les bulletins municipaux, les réseaux sociaux, animation d'ateliers, interventions et actions dans les écoles

## La préservation des espaces verts :

réflexion autour des espèces à privilégier pour éviter les risques d'incendie

## L'adaptation des infrastructures :

anticipation des effets de la chaleur et / ou des risques d'inondations dans les bâtiments publics et les écoles (ex. rénovation thermique, construction sur pilotis), désimperméabilisation des sols, restriction sur les permis de construire...

## La mise en place d'aménagements de prévention :

déchaumage pour faire des zones coupe-feu et éviter la propagation du feu en cas d'incendie, bassins de rétention pour contenir les coulées de boue, plantation de haies, réfection des fossés

## La sécurisation de l'approvisionnement en eau :

captages, lutte contre les fuites, recherche de nouvelles ressources, récupération des eaux de pluie

- **Renforcer la vigilance** : formalisation des procédures, estimation des investissements, intégration des risques dans la planification locale (Plan de Sauvegarde ou de Sécurité réactualisés), intégration de la prévention climatique dans le PLU / PLUI, réflexion autour de l'optimisation des services (ex. fonctionnement des astreintes en situation de crise, police de proximité).

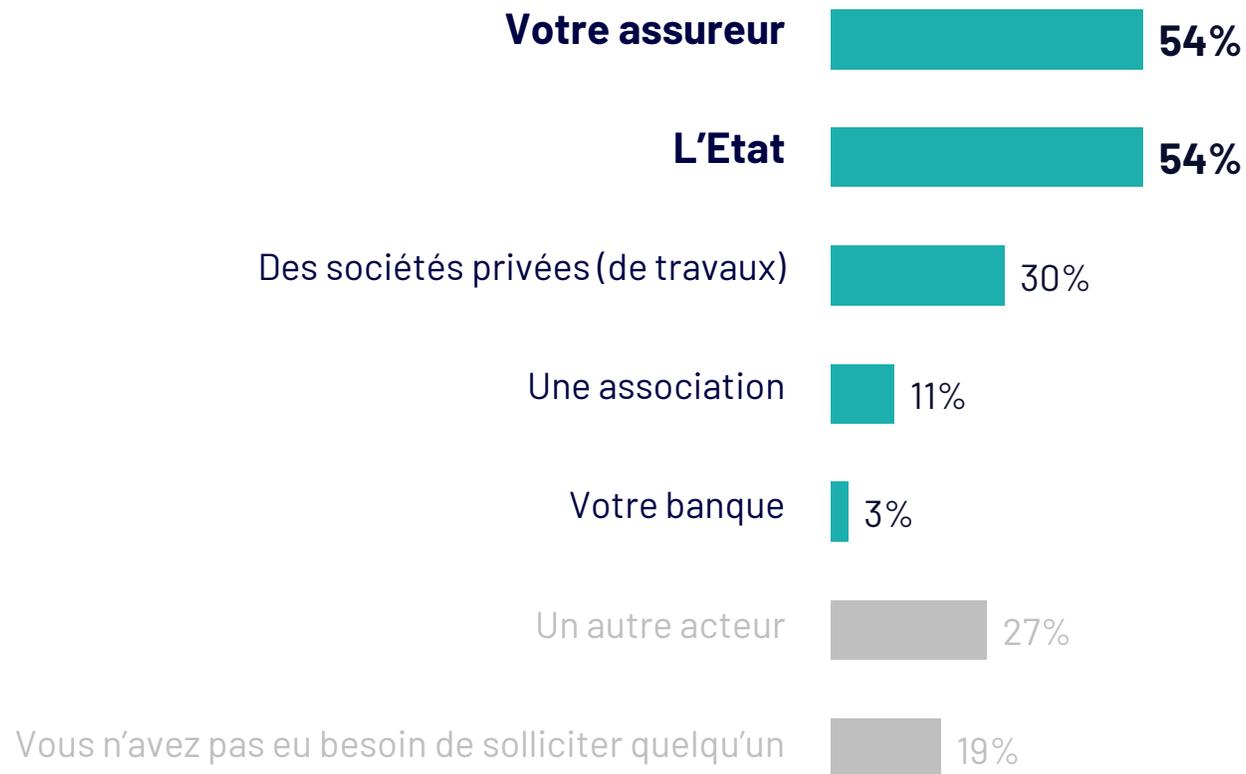
# Les assurances et l'Etat sont les deux principaux acteurs ayant été sollicités pour faire face à la situation.



Décideurs  
collectivités

Vers qui vous êtes-vous tourné pour régler la situation ?

Base : Elus ayant subi au moins un risque plusieurs fois (259 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



Sans différence entre le type de communes (taille, région...)

**L'impact des risques climatiques est fort auprès de la population générale : plus de quatre sur dix estiment qu'à la suite d'un sinistre leurs conditions de vie ont été dégradées et plus d'un quart ont connu une dégradation de leur santé.**

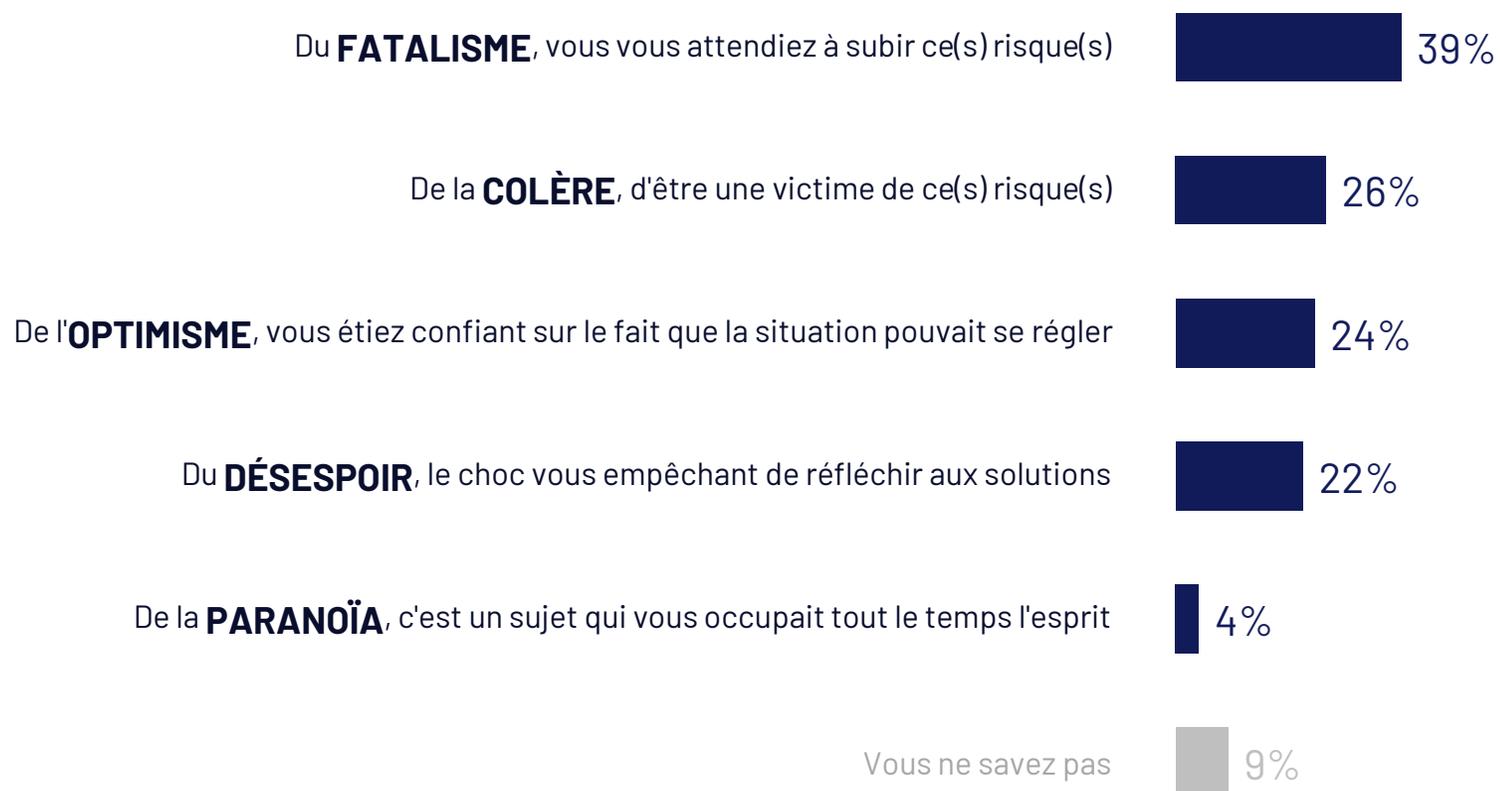
# Les Français exposés aux risques sont-ils résignés face aux risques climatiques ? Le fatalisme domine devant la colère et la confiance.



Grand Public

Vous nous avez dit avoir subi au moins un des risques évoqués ces cinq dernières années. De manière générale, qu'avez-vous ressenti face à cette situation ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car deux réponses étaient possibles



# Différents sentiments pour des situations différentes : la colère rejaille avec plus de force lorsque des incendies sont subis, de même pour le désespoir lors des glissements de terrain.



Grand Public

Vous nous avez dit avoir subi au moins un des risques évoqués ces cinq dernières années. De manière générale, qu'avez-vous ressenti face à cette situation ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car deux réponses étaient possibles

	Au moins un	Des chaleurs extrêmes, des canicules.	Des sécheresses	Des incendies de forêt	Des vagues de froid extrême	Des violentes tempêtes ou averses de grêle	Des inondations	Des glissements de terrain
	<b>730</b>	604	441	76	160	345	151	54
Du <b>FATALISME</b> , vous vous attendiez à subir ce(s) risque(s)	<b>39%</b>	38%	39%	<b>47%</b>	31%	37%	<b>48%</b>	40%
De la <b>COLÈRE</b> , d'être une victime de ce(s) risque(s)	<b>26%</b>	26%	26%	<b>39%</b>	30%	26%	23%	33%
De l' <b>OPTIMISME</b> , vous étiez confiant sur le fait que la situation pouvait se régler	<b>24%</b>	24%	23%	23%	<b>30%</b>	22%	19%	19%
Du <b>DÉSESPOIR</b> , le choc vous empêchant de réfléchir aux solutions	<b>22%</b>	21%	23%	20%	30%	24%	29%	<b>43%</b>
De la <b>PARANOÏA</b> , c'est un sujet qui vous occupait tout le temps l'esprit	<b>4%</b>	3%	2%	5%	2%	4%	2%	3%

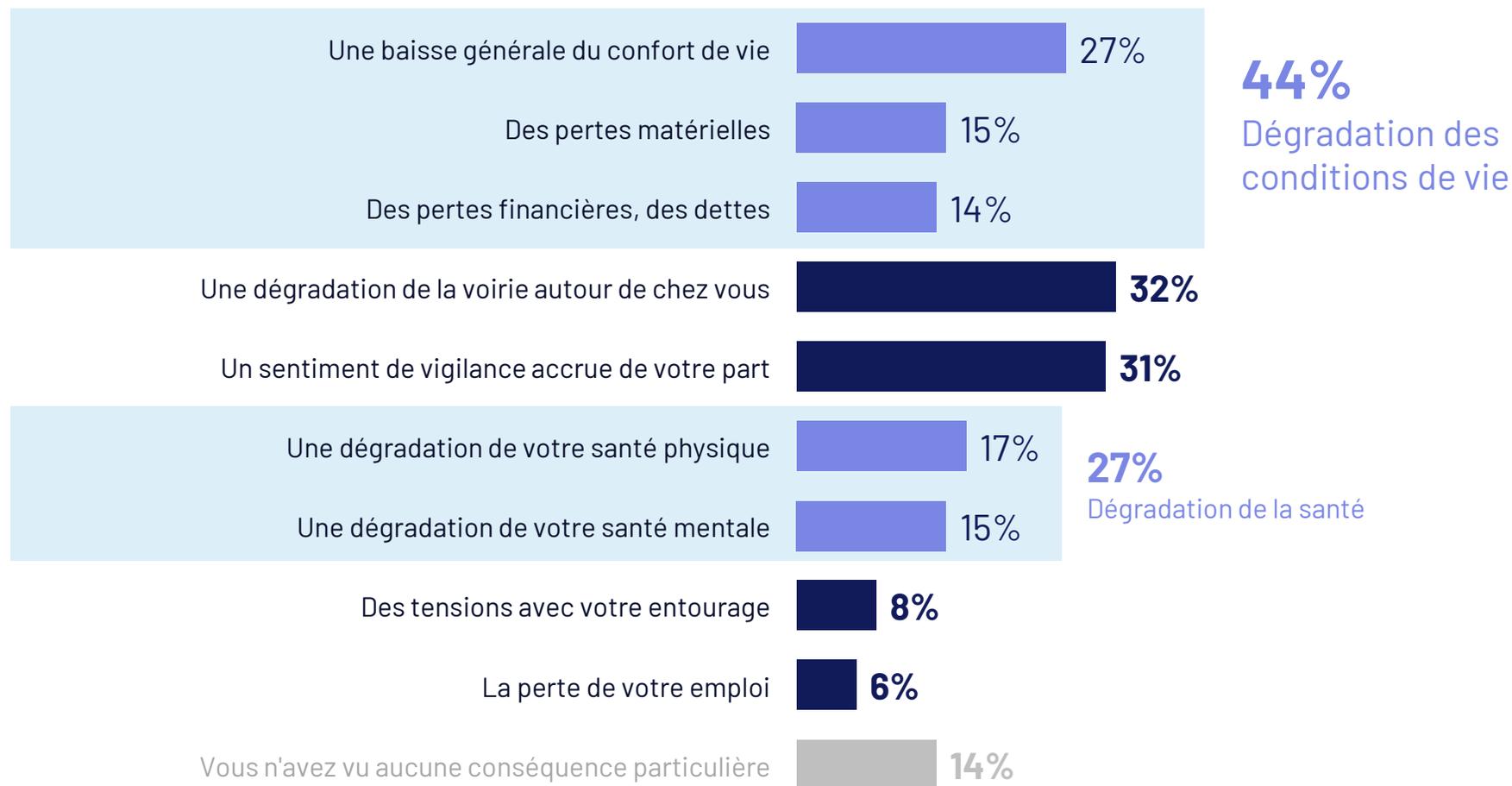
# Les principales conséquences de ces risques sont la dégradation des conditions de vie et en particulier la baisse générale du confort de vie.



Grand Public

Vous nous avez dit avoir subi au moins un des risques évoqués ces cinq dernières années. Plus précisément, quelles ont été les conséquences de ce(s) risque(s) climatiques (s) ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



# Plus en détail, le confort de vie semble particulièrement dégradé en cas de vagues de froid extrême et de glissements de terrain. Ces derniers impactent également fortement la santé, au même titre que les incendies de forêt ou les inondations.



Grand Public

Vous nous avez dit avoir subi au moins un des risques évoqués ces cinq dernières années. Plus précisément, quelles ont été les conséquences de ce(s) risque(s) climatique(s) ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles

	Au moins un	Des chaleurs extrêmes, des canicules.	Des sécheresses	Des incendies de forêt	Des vagues de froid extrême	Des violentes tempêtes ou averses de grêle	Des inondations	Des glissements de terrain
Base	730	604	441	76	160	345	151	54
<b>Conséquences financières, du confort de vie</b>	<b>44%</b>	<b>44%</b>	<b>45%</b>	<b>41%</b>	<b>55%</b>	<b>48%</b>	<b>45%</b>	<b>54%</b>
Une baisse générale du confort de vie	<b>27%</b>	29%	27%	22%	<b>35%</b>	28%	22%	<b>32%</b>
Des pertes matérielles	<b>15%</b>	13%	15%	18%	18%	18%	18%	<b>21%</b>
Des pertes financières, des dettes	<b>14%</b>	13%	14%	<b>22%</b>	<b>24%</b>	17%	<b>21%</b>	<b>30%</b>
Une dégradation des routes et de la voirie compliquant la circulation autour de chez vous	<b>32%</b>	31%	36%	39%	35%	34%	<b>46%</b>	<b>47%</b>
Un sentiment de vigilance accrue de votre part	<b>31%</b>	31%	33%	23%	24%	30%	35%	21%
<b>Dégradation de la santé</b>	<b>27%</b>	<b>27%</b>	<b>26%</b>	<b>43%</b>	<b>34%</b>	<b>32%</b>	<b>38%</b>	<b>43%</b>
Une dégradation de votre santé physique	<b>17%</b>	18%	18%	<b>32%</b>	20%	19%	22%	<b>32%</b>
Une dégradation de votre santé mentale (dépression, burn-out...)	<b>15%</b>	14%	13%	21%	<b>22%</b>	18%	<b>26%</b>	21%
Des tensions avec votre entourage	<b>8%</b>	8%	8%	<b>14%</b>	16%	9%	11%	13%
La perte de votre emploi	<b>6%</b>	6%	4%	<b>17%</b>	8%	6%	10%	<b>19%</b>
Vous n'avez vu aucune conséquence particulière	<b>14%</b>	15%	13%	4%	6%	11%	4%	3%

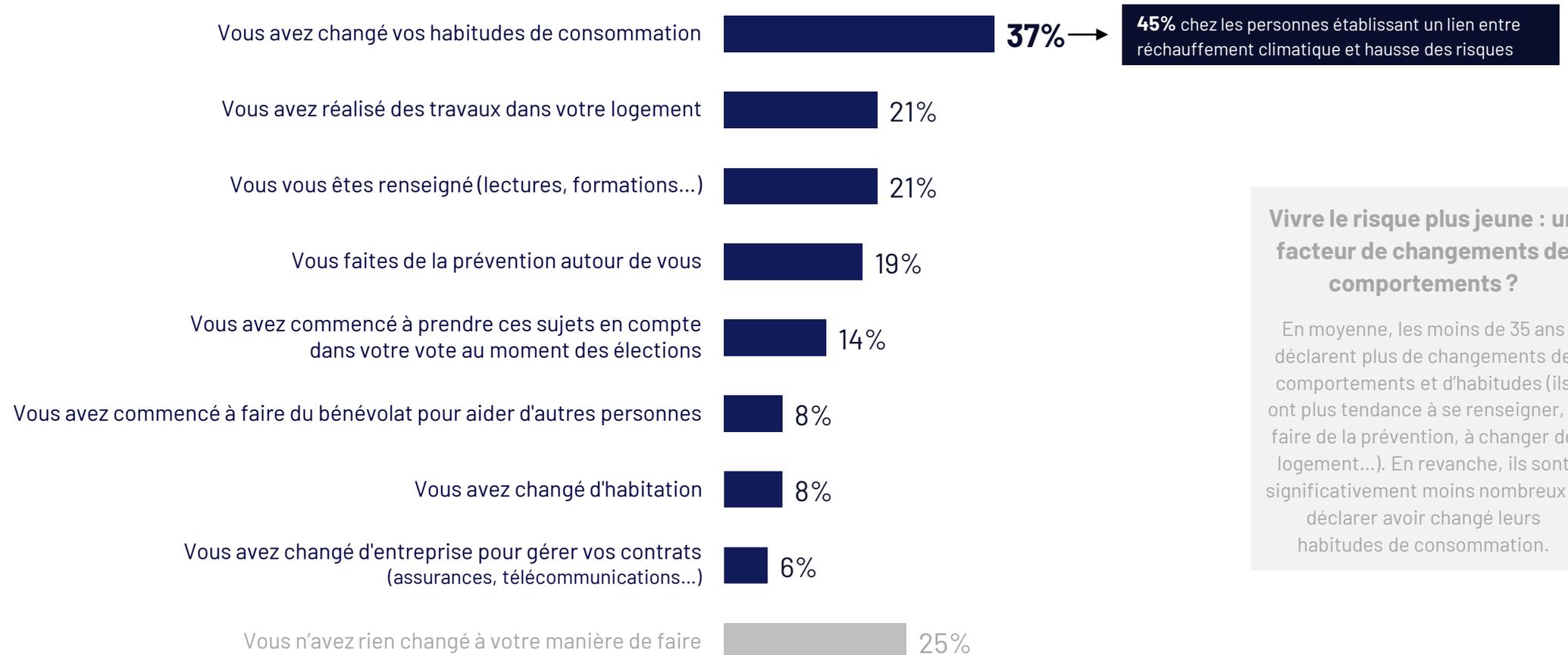
# Être affecté par le risque suscite en premier une forme de reconsidération des habitudes de consommation qui peuvent être amenées à changer.



Grand Public

Globalement, de quelles manières vos comportements et habitudes ont-ils évolués après avoir été exposé à ces risques climatiques ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



## Vivre le risque plus jeune : un facteur de changements de comportements ?

En moyenne, les moins de 35 ans déclarent plus de changements de comportements et d'habitudes (ils ont plus tendance à se renseigner, à faire de la prévention, à changer de logement...). En revanche, ils sont significativement moins nombreux à déclarer avoir changé leurs habitudes de consommation.

# Les chaleurs extrêmes et les sécheresses entraînent moins de changements radicaux (d'habitation, de gestion de contrats, de vote....).



Grand Public

Globalement, de quelles manières vos comportements et habitudes ont-ils évolués après avoir été exposé à ces risques climatiques ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles

	Au moins un	Des chaleurs extrêmes, des canicules.	Des sécheresses	Des incendies de forêt	Des vagues de froid extrême	Des violentes tempêtes ou averses de grêle	Des inondations	Des glissements de terrain
Base	730	604	441	76	160	345	151	54
Vous avez changé vos habitudes de consommation	<b>37%</b>	38%	39%	31%	<b>26%</b>	37%	31%	30%
Vous avez réalisé des travaux dans votre logement	<b>21%</b>	21%	<b>26%</b>	19%	17%	24%	25%	19%
Vous vous êtes renseigné (lectures, formations...)	<b>21%</b>	20%	21%	24%	<b>16%</b>	22%	25%	21%
Vous faites de la prévention autour de vous	<b>19%</b>	17%	18%	<b>26%</b>	21%	19%	<b>27%</b>	<b>34%</b>
Vous avez commencé à prendre ces sujets en compte dans votre vote au moment des élections	<b>14%</b>	13%	12%	<b>22%</b>	16%	14%	10%	18%
Vous avez changé d'habitation	<b>8%</b>	7%	8%	12%	<b>16%</b>	10%	<b>15%</b>	<b>17%</b>
Vous avez commencé à faire du bénévolat pour aider d'autres personnes	<b>8%</b>	6%	7%	<b>24%</b>	8%	6%	15%	26%
Vous avez changé d'entreprise pour gérer vos contrats (assurances, télécommunications...)	<b>6%</b>	4%	5%	9%	6%	7%	9%	<b>25%</b>
Vous n'avez rien changé à votre manière de faire	<b>25%</b>	26%	25%	<b>8%</b>	25%	19%	<b>13%</b>	<b>8%</b>

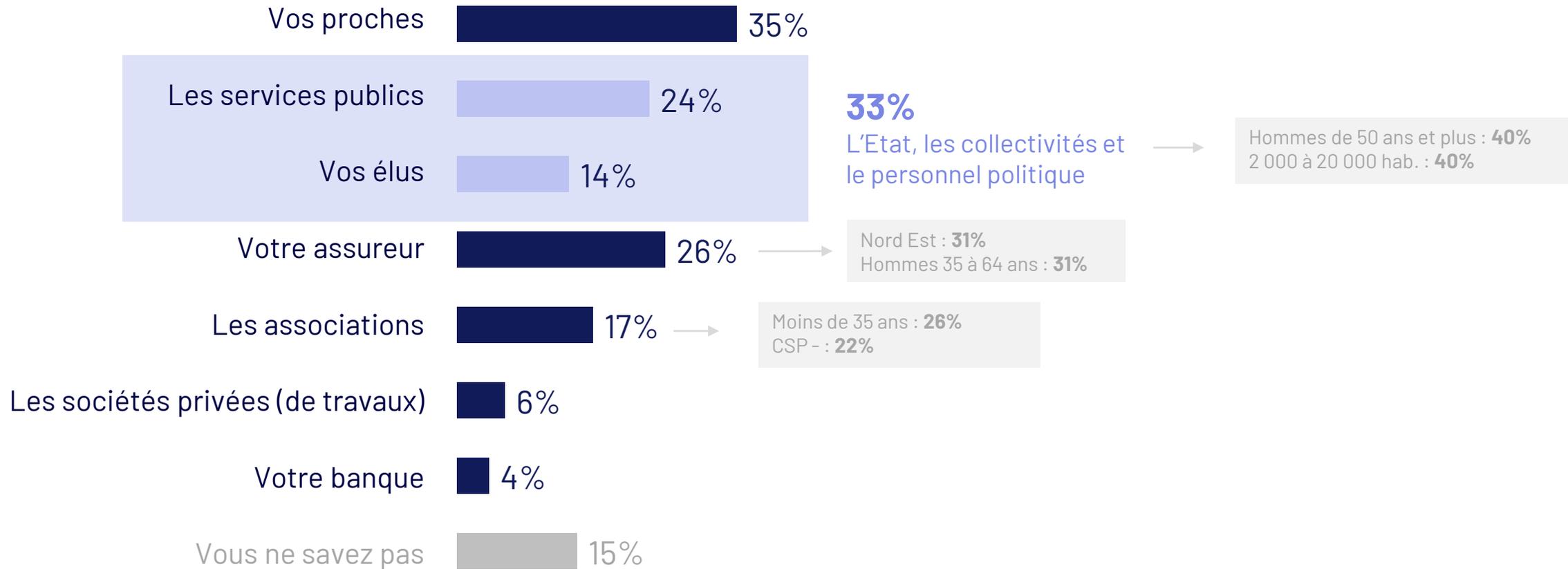
# Pour les assister dans ces risques, et sur le plan de la confiance, aucun acteur ne se détache significativement. Quelques tendances se dessinent plus précisément selon le profil socio-démographique des répondants.



Grand Public

En qui avez-vous le plus confiance pour vous accompagner face aux risques climatiques ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles)



# Et concrètement, les Français ayant subi des risques se tournent surtout vers leurs proches et leur assureur pour les accompagner face aux risques.



Grand Public

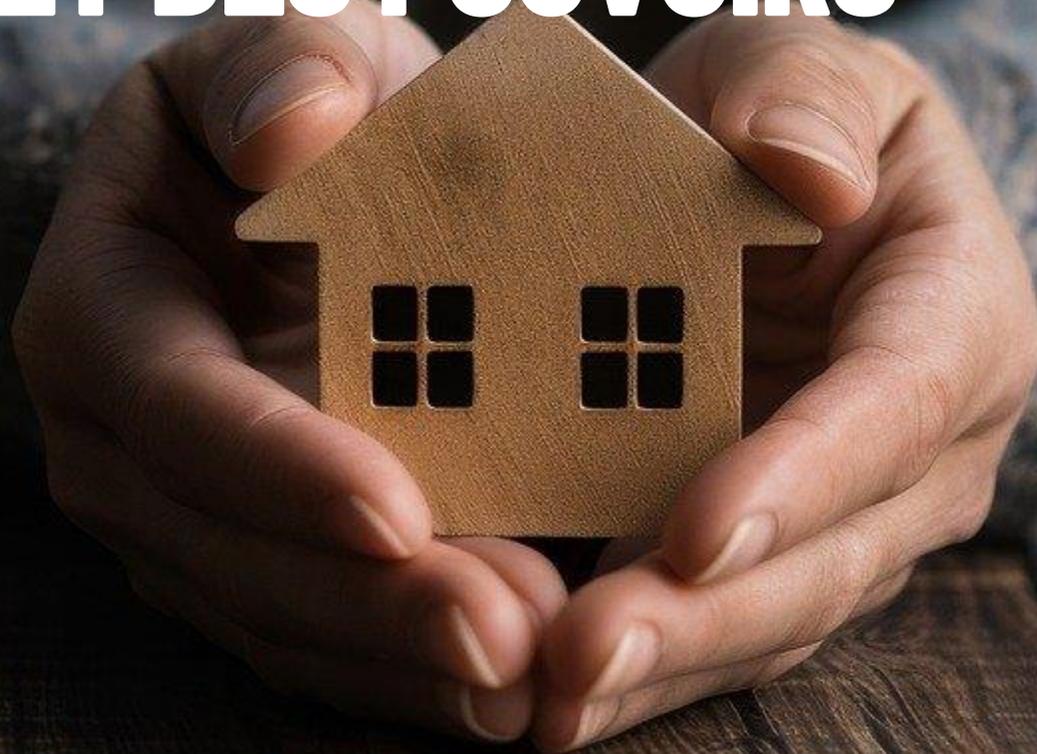
Vers qui vous êtes-vous tourné pour régler la situation ?

Base : Français ayant subi au moins un risque plusieurs fois (730 personnes) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles)



# ATTENTES À L'ÉGARD DES ASSUREURS ET DES POUVOIRS PUBLICS

# 04



**Les décideurs locaux ont plutôt une bonne vision des attentes de leurs administrés. L'enjeu budgétaire est clé selon eux pour faire face à ces risques.**

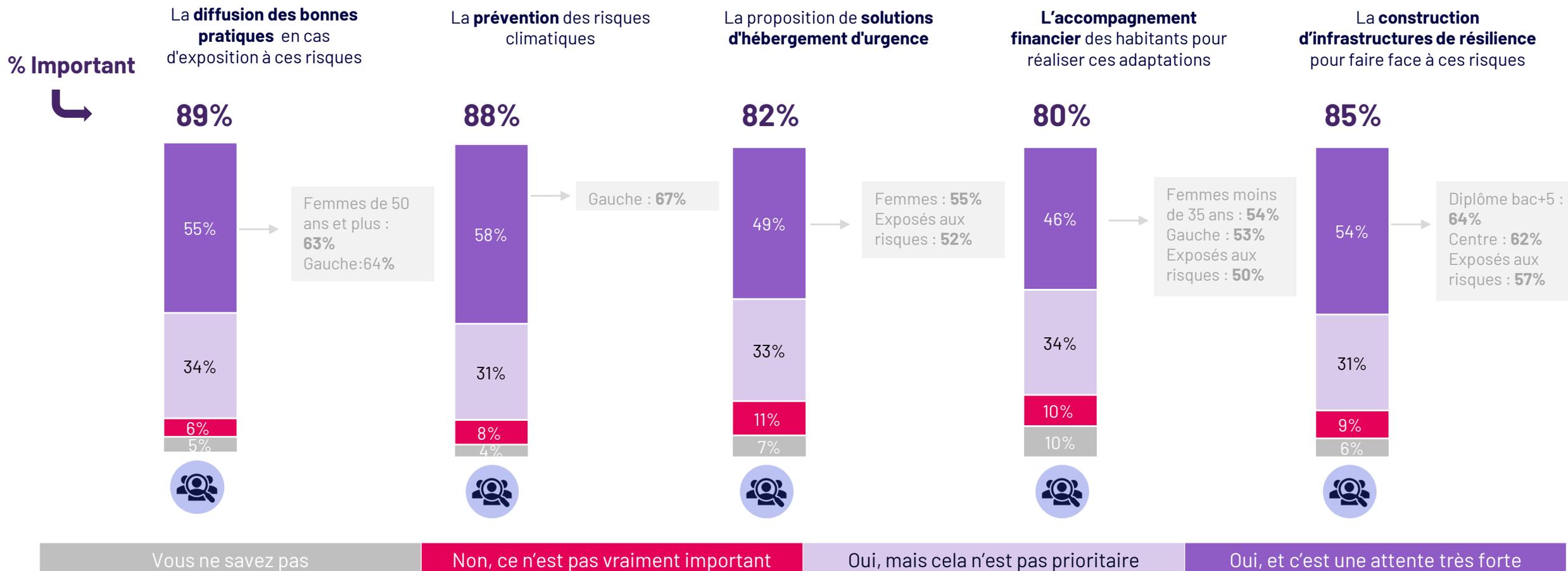
# Si l'ensemble de ces engagements apparaissent importants aux yeux des Français, la diffusion des bonnes pratiques et la construction d'infrastructures de résilience sont les deux jugés les plus primordiales.



Grand Public

Attendez-vous un engagement et des actions concrètes de la part des élus locaux sur chacun des sujets suivants ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)



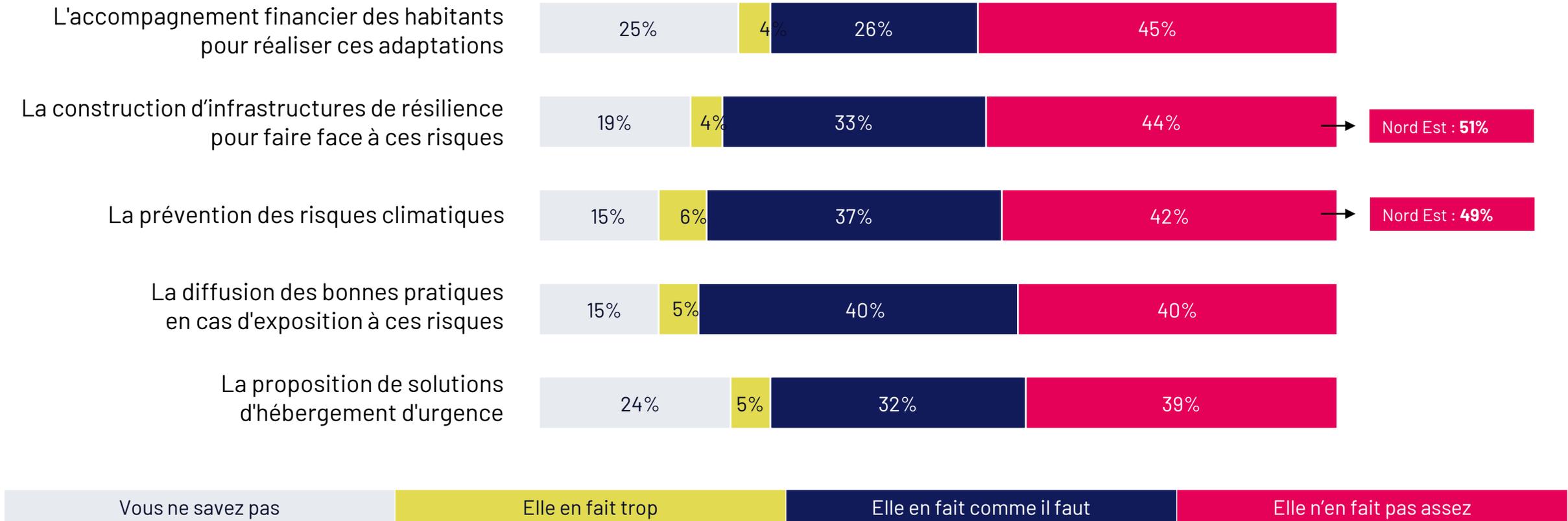
# Les Français partagés sur l'action municipale : une part importante n'arrive pas à se prononcer, un tiers est plutôt satisfait et quatre sur dix jugent l'action insuffisante.



Grand Public

De quelle manière jugeriez-vous l'action municipale de votre commune sur ces différentes actions ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)

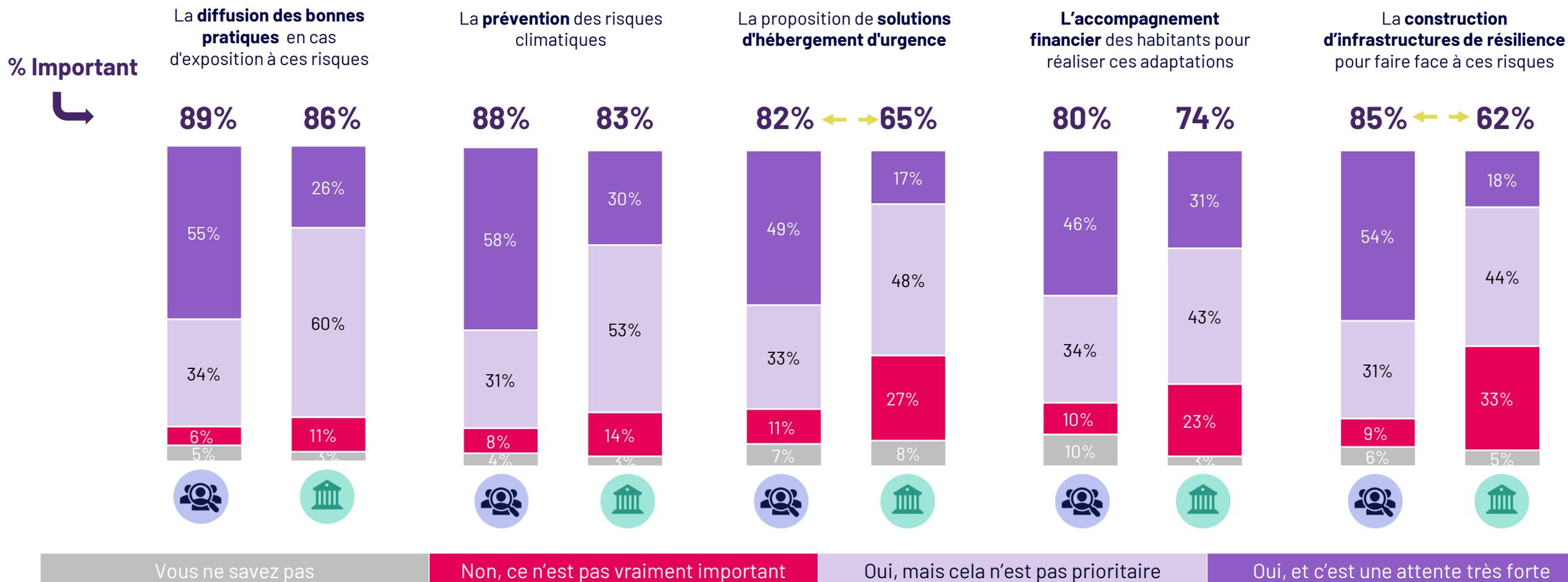


# Des attentes plutôt bien comprises par les décideurs locaux (même s'ils perçoivent cela davantage comme peu prioritaire).



[Grand Public : Attendez-vous / Elus locaux : Selon vous, les habitants de votre commune attendent-ils] un engagement et des actions concrètes de la part des élus locaux sur chacun des sujets suivants ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Elus locaux (300 répondants)



# Sur certains sujets, un décalage de perception sur le degré d'importance s'observe entre les élus locaux et les décideurs municipaux non-élus.



Décideurs  
collectivités

Selon vous, les habitants de votre commune attendent-ils un engagement et des actions concrètes de la part des élus locaux sur chacun des sujets suivants ?

Base : Elus locaux (300 répondants)

% Attente très forte



	TOTAL	Fonction		Taille de la commune					Région					Risques
		Élus	Autres Décideurs	Moins de 2000 hab.	Entre 2000 et 4999 hab.	Entre 5000 et 9 999 hab.	Entre 10 000 et 19 999 hab.	20000 hab. et plus	Ile de France	Nord Ouest	Nord Est	Sud Ouest	Sud Est	Exposés aux risques
Base	300	115	185	130	70	51	23	26	17	71	92	42	78	259
La prévention des risques climatiques	30%	27%	<b>35%</b>	28%	<b>46%</b>	31%	26%	40%	36%	29%	21%	<b>46%</b>	31%	33%
La construction d'infrastructures de résilience pour faire face à ces risques	18%	20%	15%	17%	15%	24%	31%	42%	39%	16%	20%	19%	12%	19%
L'accompagnement financier des habitants pour réaliser ces adaptations	31%	26%	<b>39%</b>	29%	<b>45%</b>	43%	40%	42%	78%	28%	32%	35%	20%	<b>34%</b>
La proposition de solutions d'hébergement d'urgence	17%	16%	19%	16%	17%	31%	28%	34%	5%	20%	10%	<b>35%</b>	14%	17%
La diffusion des bonnes pratiques en cas d'exposition à ces risques	26%	20%	<b>36%</b>	23%	35%	49%	33%	50%	36%	31%	19%	26%	29%	27%

# L'argent, le nerf de la guerre : les décideurs locaux sont principalement en attente de fonds supplémentaires pour prévenir ces risques. Le manque de soutien étatique, de ressources humaines et en ingénierie est aussi souligné.



Décideurs  
collectivités

Quelles sont selon vous les principales contraintes auxquelles votre administration municipale fait face pour prévenir ces risques ?

Base : Elus locaux (300 répondants) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



# Les élus locaux sont plus véhéments quant au déficit d'accompagnement de l'Etat. Les autres décideurs évoquent plutôt le manque de compétences et de moyens humains.



Décideurs  
collectivités

Quelles sont selon vous les principales contraintes auxquelles votre administration municipale fait face pour prévenir ces risques ?

Base : Elus locaux (300 répondants) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles

	TOTAL	Fonction		Taille de la commune					Région					Risques
		Élus	Autres Décideurs	Moins de 2000 hab.	Entre 2000 et 4999 hab.	Entre 5000 et 9 999 hab.	Entre 10 000 et 19 999 hab.	20000 hab. et plus	Ile de France	Nord Ouest	Nord Est	Sud Ouest	Sud Est	Exposés aux risques
Base	300	115	185	130	70	51	23	26	17	71	92	42	78	259
Des difficultés financières	62%	64%	60%	60%	<b>75%</b>	70%	77%	67%	67%	63%	66%	58%	59%	63%
Un manque d'accompagnement de la part de l'Etat	38%	<b>42%</b>	31%	38%	36%	33%	37%	37%	25%	35%	45%	33%	35%	38%
Un manque de ressources humaines pour mettre en œuvre le nécessaire	34%	30%	<b>40%</b>	32%	<b>46%</b>	45%	57%	38%	34%	38%	30%	30%	39%	35%
Un manque de compétences en ingénierie	27%	22%	<b>35%</b>	24%	<b>49%</b>	40%	27%	9%	26%	28%	21%	31%	30%	27%
Un état d'esprit général peu porté sur les questions climatiques	19%	16%	23%	19%	15%	18%	13%	22%	5%	23%	22%	13%	15%	19%
Une résistance de la part des administrés	10%	11%	8%	9%	15%	6%	14%	33%	5%	11%	10%	7%	12%	10%
Un manque de formations de la part de professionnels des risques	6%	6%	5%	6%	0%	8%	4%	20%	3%	11%	4%	4%	4%	6%
Une résistance interne, au sein de l'administration communale même	2%	2%	3%	2%	1%	8%	2%	11%	5%	3%	2%	4%	2%	3%

# Des contraintes également relayées dans les entretiens qualitatifs.



Décideurs  
collectivités

## Contraintes financières

Certains investissements sont lourds, notamment pour des bénéfiques qui ne sont pas visibles à court terme. Les élus / DGS sont contraints à des arbitrages avec les autres dépenses plus « urgentes » et visibles (qui répondent aux attentes des habitants : travaux de voirie, éclairage...).

La question se pose parfois d'un transfert de certaines compétences à des acteurs plus importants, pour avoir des agents experts et plus de moyens (ex. gestion de l'eau pour réaliser des études sur sa potabilité)

## Poids administratif et réglementaire

La multiplication des normes rend l'action locale complexe et chronophage, peu conciliable avec la réalité du terrain (effectifs réduits, difficulté à recruter des agents territoriaux)

## Incohérence perçue des choix politiques

Certaines décisions incarnent le choix d'une vision à court qui pénalise les communes (ex. regroupement des SDIS au détriment des casernes locales).

*J'ai vécu les deux périodes : le déni intellectuel et culturel des décennies passées dans un contexte d'opulence, on avait la capacité et les marges de manoeuvre à faire des choses. Et aujourd'hui on est dans un contexte de prise de conscience plus ou moins forte, selon les élus, mais un contexte très compliqué sur le plan budgétaire. (Elu, 70000 hab.)*

*C'est long, parce qu'on n'a pas les financements et que le financement c'est le nerf de la guerre (...) Le jour où on aura plus de subventions on replantera plus facilement. (Elu, 1200 hab.)*

*L'horizon des prochaines décennies ne sera pas le même. Donc il faut ouvrir ses chakras et se dire qu'il y a des choses qui sont de l'ordre du possible. Et arrêter de construire le futur en regardant les yeux braqués dans le rétroviseur. Et ça c'est compliqué à expliquer aux gens. (Elu, 70000 hab.)*

*On nous demande beaucoup plus de paperasse administrative. Dans la commune, on est 9 au conseil, et tout le monde travaille. Moi je suis étudiant, je fais d'autres activités, ça nous prend beaucoup de temps pour mener des études sans forcément payer des solutions (...) Je ne comprends pas le système des subventions, c'est chronophage pour les petites communes. Parfois la secrétaire est en larmes, elle croule sous les demandes de subventions, on a d'autres problématiques qui n'attendent pas, la paperasse on aimerait bien s'en débarrasser. (Elu, 350 hab.)*

*La Région Ile de France a les moyens d'avoir 4 ou 5 ingénieurs qui font du rapport toute la journée, nous on compte le moindre agent qui travaille dans cette mairie, on n'a pas de masse salariale extensive. (DGS, 19000 hab.)*

*A Paris on nous dit qu'il y a trop de casernes avec peu de pompiers. Ils disent que ça leur coûtera moins cher d'avoir une grosse caserne. Ca, c'est une vision économique à court terme. A long terme je pense que c'est erroné, il faut maintenir les petites unités pour donner envie d'être pompier volontaire. C'est la même chose pour les gendarmes. (Elu, 350 hab.)*

# Et plus spécifiquement, vis-à-vis des habitants de leur commune, les décideurs des collectivités constatent un degré inégal d'engagement entre eux



Décideurs  
collectivités

- **Les habitants savent faire preuve de solidarité en cas de crise** : l'élan collectif fonctionne bien en situation de choc.
- **Ils sont conscients des effets du réchauffement climatique, mais ne se montrent pas toujours très sensibilisés à la question des risques (cf. supra)**:
  - au-delà des actions aujourd'hui intégrées de réduction des émissions de CO2, de tri ou d'utilisation du vélo par exemple,
  - **le sujet n'anime pas toujours, et d'autres thématiques sont perçues comme prioritaires** (le coût de la vie, de l'énergie, la mobilité...). Les citoyens engagés se font rares selon les élus, et ceux qui s'investissent semblent être « *toujours les mêmes* »
  - **Néanmoins, dans certaines communes particulièrement engagées, avec un niveau socioculturel favorisé (une collectivité au sein de l'échantillon), les habitants se montrent plus sensibilisés**, et peuvent se mobiliser via des outils participatifs mis en place par la Mairie (plateforme de démocratie participative, sollicitée par exemple pour l'appel à volontaire pour le Plan Communal de Sauvegarde), via des comités de quartier, des réunions publiques avec l'ONF, des enquêtes et ateliers autour du PLUI.
  - **Dans les communes rurales, les agriculteurs – qui sont des acteurs de la prévention des risques climatiques – sont parfois difficiles à mobiliser sur le sujet, leurs pratiques étant bien ancrées** ; néanmoins, les risques sont parfois pris en compte, et certains modifient leurs façons de faire pour anticiper essayer de prévenir les risques d'incendies, ou d'inondations par exemple (ex. modification du sens des stries dans les champs pour contenir au mieux les coulées de boues)

→ Un enjeu de mobilisation fort pour les collectivités



# Les Français attendent surtout une aide financière de la part des assurances.

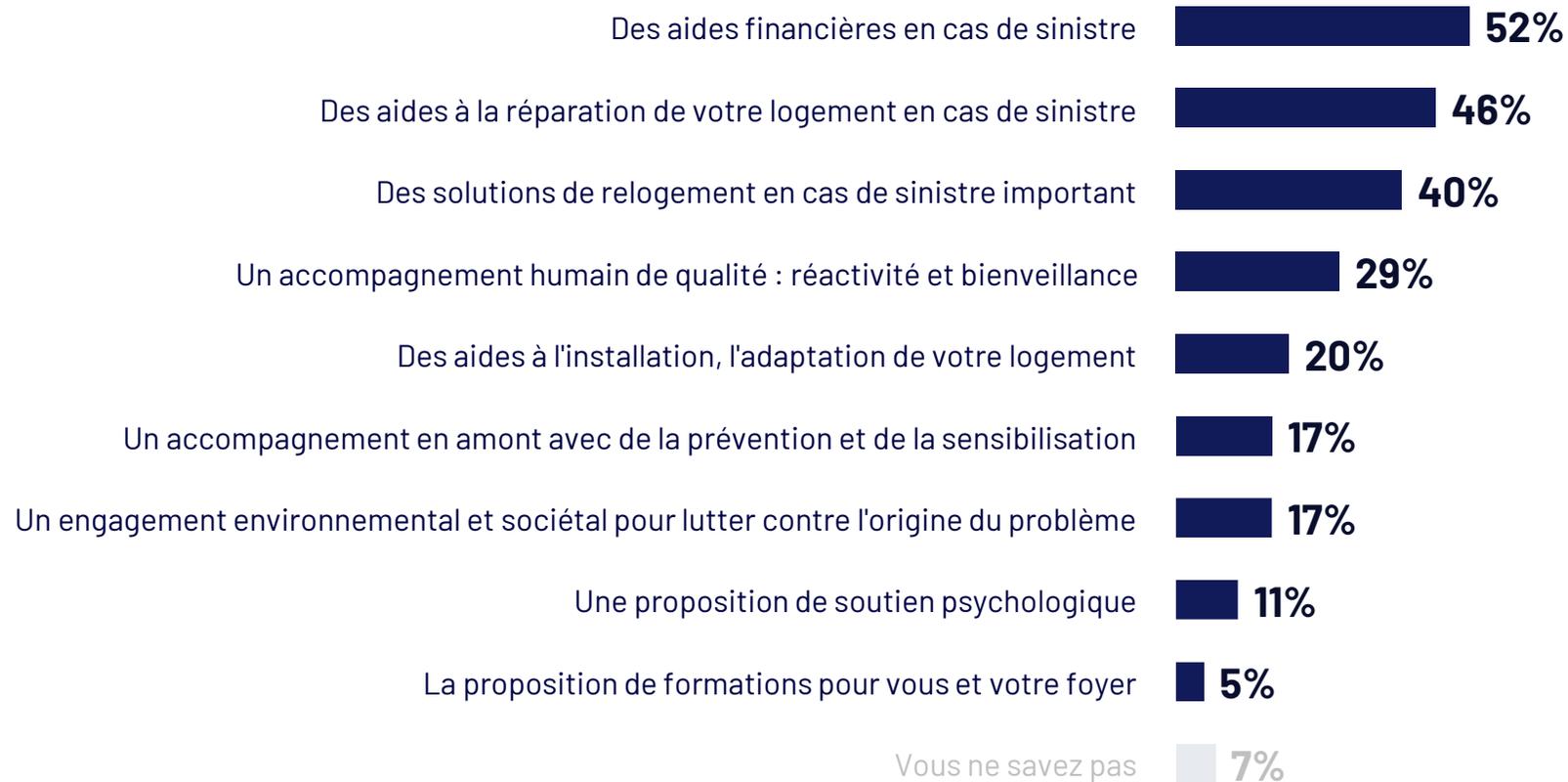
# Des Français en attente d'un accompagnement financier de la part des assureurs soit de manière directe (via des aides) ou indirecte (réparation du logement, solutions de relogement).



Grand Public

Quelles sont vos principales attentes à l'égard des assureurs concernant les risques qu'ils peuvent prendre en charge ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles



# L'aide à l'adaptation du logement est plus importante chez tous les types d'exposés.



Grand Public

Quelles sont vos principales attentes à l'égard des assureurs concernant les risques qu'ils peuvent prendre en charge ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles

	Ensemble des Français	Ont subi au moins un risque plusieurs fois	Des chaleurs extrêmes, des canicules.	Des sécheresses	Des incendies de forêt	Des vagues de froid extrême	Des violentes tempêtes ou averses de grêle	Des inondations	Des glissements de terrain
Base	1005	730	604	441	76	160	345	151	54
Des aides financières en cas de sinistre	<b>52%</b>	<b>51%</b>	53%	54%	38%	44%	45%	44%	35%
Des aides à la réparation de votre logement en cas de sinistre	<b>46%</b>	<b>44%</b>	44%	47%	43%	34%	43%	40%	22%
Des solutions de relogement en cas de sinistre important	<b>40%</b>	<b>40%</b>	42%	41%	32%	38%	41%	34%	12%
Un accompagnement humain de qualité : réactivité et bienveillance	<b>29%</b>	<b>31%</b>	30%	31%	27%	29%	33%	33%	<b>34%</b>
Des aides à l'installation, l'adaptation de votre logement	<b>20%</b>	<b>22%</b>	20%	<b>24%</b>	<b>26%</b>	<b>24%</b>	<b>26%</b>	<b>28%</b>	<b>32%</b>
Un accompagnement en amont avec de la prévention et de la sensibilisation	<b>17%</b>	<b>18%</b>	18%	18%	<b>27%</b>	20%	20%	21%	<b>24%</b>
Un engagement environnemental et sociétal pour lutter contre l'origine du problème	<b>17%</b>	<b>18%</b>	18%	15%	<b>22%</b>	19%	15%	17%	<b>24%</b>
Une proposition de soutien psychologique	<b>11%</b>	<b>12%</b>	11%	11%	13%	13%	12%	11%	<b>19%</b>
La proposition de formations pour vous et votre foyer	<b>5%</b>	<b>6%</b>	4%	3%	<b>12%</b>	7%	7%	6%	<b>16%</b>

# Quelques différences intéressantes à relever selon le profil socio-démographique du répondant.



Grand Public

Quelles sont vos principales attentes à l'égard des assureurs concernant les risques qu'ils peuvent prendre en charge ?

Base : Ensemble des Français (1005 répondants)

	Sexe		Âge				Profession de l'interviewé				Région				
	Homme	Femme	Moins de 35 ans	Entre 35 et 49 ans	Entre 50 et 64 ans	65 ans et plus	CSP +	CSP -	Retraité	Autres inactifs	Ile de France	Nord Ouest	Nord Est	Sud Ouest	Sud Est
Base	479	526	250	247	249	258	313	288	280	125	186	229	219	112	259
Des aides financières en cas de sinistre	48%	<b>55%</b>	41%	46%	<b>57%</b>	<b>63%</b>	50%	43%	<b>66%</b>	43%	52%	51%	51%	53%	53%
Des aides à la réparation de votre logement en cas de sinistre	48%	45%	35%	42%	47%	<b>61%</b>	45%	38%	<b>61%</b>	36%	38%	45%	51%	45%	51%
Des solutions de relogement en cas de sinistre important	40%	39%	35%	33%	36%	<b>54%</b>	35%	31%	<b>53%</b>	41%	38%	39%	36%	47%	42%
Un accompagnement humain de qualité : réactivité et bienveillance	26%	<b>32%</b>	32%	31%	25%	28%	32%	29%	27%	28%	29%	29%	28%	32%	28%
Des aides à l'installation, l'adaptation de votre logement	19%	21%	<b>26%</b>	20%	19%	16%	23%	19%	16%	26%	<b>28%</b>	17%	20%	17%	19%
Un accompagnement en amont avec de la prévention et de la sensibilisation	17%	17%	<b>21%</b>	17%	19%	12%	18%	22%	11%	17%	<b>22%</b>	17%	19%	16%	12%
Un engagement environnemental et sociétal pour lutter contre l'origine du problème	18%	16%	19%	19%	17%	13%	<b>20%</b>	19%	14%	10%	<b>22%</b>	15%	14%	18%	17%
Une proposition de soutien psychologique	8%	<b>13%</b>	10%	14%	9%	10%	11%	12%	9%	10%	11%	12%	<b>15%</b>	8%	7%
La proposition de formations pour vous et votre foyer	6%	5%	8%	8%	5%	1%	7%	8%	1%	5%	5%	6%	6%	4%	6%

# LES ACTIONS POUR DEMAIN : LE REGARD DES DÉCIDEURS

# 05

# Des grands enjeux identifiés pour demain, pour prévenir ou anticiper les risques climatiques

## Sécuriser les ressources en eau

- Garantir un approvisionnement pérenne et de qualité.
- Suggestions : mutualiser de la gestion de l'eau (confier la gestion à une régie / un syndicat extérieur à la commune)

## Préserver et adapter le bâti

- Lutter contre le retrait-gonflement des argiles, anticiper les fissures et renforcer les infrastructures.
- Suggestions : relocaliser les infrastructures menacées
- Protéger (Batardeaux; clapets anti-retour; tableaux électriques surélevés).

## Gérer les espaces naturels

- Préserver les espaces verts et les adapter au contexte climatique, anticiper et accepter les risques inéluctables (ex recul du trait de côte)
- Suggestions : protéger les arbres, planter d'espèces adaptées au réchauffement,

## Créer des îlots de fraîcheur

- Protéger les populations des épisodes de chaleur, repenser la ville pour la rendre plus supportable en été
- Suggestions : faire des villes plus vertes, étendre la végétalisation, désimperméabiliser...

## Repenser la gouvernance et la gestion des projets

- Trouver les leviers pour répondre aux enjeux techniques et financiers
- Suggestions : renforcer le rôle des intercommunalités, faciliter les démarches, repenser la coordination entre l'ensemble des acteurs, trouver des moyens de financer les projets (quid d'impôts locaux spécifiques ?)

## Face aux défis climatiques, des communes qui doivent anticiper, protéger, s'adapter, mutualiser

Dans les communes n'ayant pas subi d'événement traumatique, les actions climatiques s'inscrivent le plus souvent dans une logique de limitation du réchauffement (pose de panneaux photovoltaïques, compostage, etc.), davantage perçue comme une démarche de transition que comme de la prévention des risques que la commune pourrait subir localement.



*Aujourd'hui quand je donne une autorisation à quelqu'un pour refaire son trottoir, c'est à la condition express que ce ne soit pas imperméabilisé, donc du béton poreux, ce que vous voulez mais non imperméabilisé. (Elu, 1200 hab.)*

*Les essences qui sont remplacées sont des essences qui résistent mieux au réchauffement climatique, c'est un mélange d'essence, avec du fruitier, avec l'épicéa (...) si je reste sur l'arbre, on va dire le patrimoine arboré, tout confondu, puisque c'est une de mes délégations, on a tout mis en œuvre aussi pour protéger les îlots de fraîcheur en ville. (Elu, 11000 hab.)*

*On a une prise de conscience générale sur le réchauffement climatique et la volonté de participer à la diminution de l'émission de gaz à effet de serre. C'est pas lié au recul du trait de côte, je pense que c'est lié au contexte général dans les médias, on n'arrête pas de parler de ça. Le monde agricole est en difficulté, il y a urgence à agir pour lutter contre ce réchauffement climatique. (Elu, 20500 hab.)*

*On pourrait faire des économies en arrêtant de faire des millefeuilles territoriaux avec 15000 instances : la commune, l'interco, les syndicats, le département, la région... Donner plus de moyens financiers pour avoir des agents qui traitent ces questions là, les questions administratives, je pense notamment aux demandes de subventions (...) Créer des impôts locaux qui servent à une cause précise. (Elu, 350 hab.)*

*Il faut revoir la coordination entre les différents acteurs, je parle du millefeuilles territorial, mais aussi des associations, les pompiers, les gendarmes, mieux se coordonner, mieux s'informer, mieux inclure les habitants aussi. (Elu, 350 hab.)*

# La mobilisation des citoyens : un autre enjeu majeur

- Il faut contrer l'inaction des citoyens, les mobiliser le plus tôt possible, pour **qu'ils deviennent des acteurs à part entière de la prévention des risques.**
- Pour les élus et les agents locaux, plusieurs types d'actions doivent être mises en place :
  - **de l'information claire, de la pédagogie de proximité**, avec une explication claire des bénéfices des actions de prévention (jouer sur plusieurs registres peut être un levier d'adhésion : par exemple planter des haies ralentit les écoulements d'eau et peut être dissuasif pour les cambrioleurs)
  - **des leviers d'implications** : les solliciter davantage, capitaliser sur la solidarité locale, revaloriser le bénévolat
  - **des aides concrètes** (financières, matérielles, de l'accompagnement renforcé des populations fragiles)
- Mais les collectivités se heurtent à des freins, notamment le manque de moyens pour mener des « campagnes » de sensibilisation régulières sur le terrain, et le manque d'écoute des messages incarnés par les élus eux-mêmes (trop institutionnels pour certains habitants, notamment dans les grandes communes).

*Mieux inclure les habitants. Ils peuvent être eux aussi acteurs en cas de sécheresse, prévoir par exemple un système de covoiturage pour l'alimentation en eau (...) Le volontariat, le bénévolat, c'est fondamental pour être prêt pour faire face à différentes crises climatiques. Essayer de donner envie aux gens de s'engager dans différentes institutions, la mairie ou autre chose, pour mieux se coordonner face aux aléas climatiques. (Elu, 350 hab.)*

*Planter des haies plutôt que des murs. Et ça protège des cambriolages, essayez de passer une haie de 80 cm d'épineux ! (Elu, 1200 hab.)*

## EXEMPLES D' ACTIONS AUPRÈS DES HABITANTS JUGÉES EFFICACES

- **Mise en place de réunions publiques explicatives juste après un événement, et de dispositifs visibles (bassins de rétention, haies plantées)** : un message bien intégré, puisque délivré immédiatement après les dégats, un écho immédiat, les habitants venant de subir les conséquences de l'événement. Alertes sur l'application locale :
- **Alertes sur l'application** : information passive et concise, sans que les habitants n'aient à se mobiliser.
- **Actions pédagogiques avec l'appui des associations locales** autour des replantations, de la biodiversité et de la gestion de la forêt. Le relais associatif a permis de rendre le message crédible et incarné.
- **Sur la gestion de l'eau**, communication autour des captages, de la lutte contre les fuites et de la recherche de nouvelles ressources. Les habitants ont été attentifs car le sujet touchait leur quotidien immédiat (qualité de l'eau du robinet)

→ Des actions d'information efficaces parce que:

- **Concrètes et visibles** (infrastructures, plantations).
- **Portées par des acteurs de proximité** (associations, techniciens).
- **Directement reliées à une crise ou un enjeu vécu** (inondation, eau potable).

# Les professionnels de l'assurance : un rôle qui apparaît en retrait

- Ils sont rarement évoqués spontanément par les interviewés. Sur relance, ils renvoient à leur rôle de présence post-crise (interventions après certains sinistres pour indemniser, accompagner les habitants sur le plan administratif) : **un rôle de protection individuelle plus qu'un soutien à la commune.**
- **Pourtant, certains acteurs des assurances travaillent en prospective** et disposent d'analyses et d'études sur le changement climatique, ce qui les place comme acteurs de connaissance potentiels à mobiliser.
- **Les élus pourraient attendre d'eux qu'ils s'impliquent davantage dans la prévention et la pédagogie auprès des habitants** : explication des risques, conseils pratiques pour éviter des dégâts matériels trop importants.
- **Mais ils craignent une communication trop technique, et la mise à distance des citoyens** d'un acteur aujourd'hui pas toujours identifié comme « de confiance » pour porter des messages de sensibilisation.
- Par ailleurs, si l'engagement de certains est visible (ex. « bus de la prévention »), d'autres suscitent **une certaine défiance auprès des élus, faisant, selon eux, de la RSE « de façade ».**



**Des acteurs qui peuvent capitaliser sur leur vision prospective pour proposer des partenariats avec les collectivités, à condition qu'ils soient ancrés dans une dimension opérationnelle (actions de terrain, pédagogie auprès des habitants).**

# Verbatims



*Je pense aux orages, aux incendies, les maisons brûlées, là c'est sûr que les assureurs ont une place conséquente, mais ici on n'a eu ni ouragan ni tempête ni incendie, donc je pense que l'impact de l'assurance, ça pèse pas trop au niveau des citoyens (...) On n'a pas eu de questionnements par rapports à la prise en charge des catastrophes. (Elu, 20500 hab.)*

*Les assurances, elles sont déjà là, mais ça dépend de comment vous négociez votre contrat, c'est autre chose, c'est personnel. (Elu, 350 hab.)*

*Ils font peut-être de la communication ciblée auprès de leurs adhérents bien sûr de leurs clients. Mais au niveau communication institutionnelle je ne vois pas ce qu'on pourrait faire de plus. (Elu, 2400 hab.)*

*Je pense que la Macif a un rôle à jouer en faisant un petit cours sur la plus value du fait de planter : avoir des zones d'ombres, c'est avoir un meilleur sommeil, de l'évaporation d'eau, ça garde la fraîcheur. Que planter des haies ça protège aussi beaucoup plus d'un vol qu'un mur de deux mètres de haut qu'on escalade rapidement. (Elu, 1200 hab.)*

*Les assurances sont très regardantes, à travers leur fédération elles ont une petite cellule d'analyse, d'étude, d'écoute sur ce que veut dire le changement climatique, parce qu'ils savent très bien que ça aura un impact sur le domaine assurantiel. Ils projettent à 10, 15, 20, 30 ans et plus. (...) C'est un des acteurs, c'est une des voix. (Elu, 70000 hab.)*

*Il faut qu'on soit vigilant, associer le public et le privé pourquoi pas, mais si c'est dans une dimension mercantile c'est toujours embêtant. Les assureurs qui ont certaines valeurs sur le sujet ça peut être intéressant (...) On a des partenariats avec des opérateurs privés sur tout ce qui est prévention, accompagnement des personnes dans le logement social, des actions collectives où on fait venir les gens pour parler de la façon d'économiser son budget, l'eau, parce que ça augmente et parce que ça protège la planète. On fait des ateliers et ça marche plutôt pas mal. (DGS, 19000 hab.)*

*J'ai besoin que les assureurs ne soient pas juste là pour cocher des cases RSE. Parce que quand je vois un énorme organisme d'assurance qui vient m'expliquer qu'ils ont des solutions gratuites pour mes écoles sur le sujet du harcèlement, l'égalité filles-garçons, qui me propose des produits qui ne sont ni faits ni à faire (...), qu'il me dit qu'il est contre la faim dans le monde, je vois pas d'énorme intérêt dans ces documents (...) Je me doute bien que c'était pour chocher le sujet de la responsabilité sociétale des entreprises. (DGS, 19000 hab.)*

*Par contre il y a une assurance qui fait un bus de la prévention qui se balade sur le territoire, voilà un élément qui est très intéressant, qui vient appuyer du service public. (DGS, 19000 hab.)*

*ON s'est retrouvé avec un assureur qui ne souhaitait plus forcément nous faire un contrat et quand on en a cherché d'autres on a assisté à une multiplication par 3 de ce qu'on avait l'habitude de mettre dans notre assurance. Donc aujourd'hui notre inquiétude majeure est que notre sinistralité, on met en place un certain nombre d'actions parce que c'est vertueux et parce que ça va nous permettre d'avoir une assurance digne de ce nom. (DGS, 25000 hab.)*

# Au final, un sujet qui peut constituer un enjeu de l'agenda électoral

- **Lorsqu'une commune a vécu un événement traumatique**, le risque devient visible et **politiquement mobilisable**. **Lorsque les élus expriment une forte sensibilité sur le sujet, ils le revendiquent comme un thème à inscrire nécessairement.**
- **Dans les communes moins touchées, la priorité est à l'immédiat, les habitants privilégient les sujets quotidiens** ; le climat est un enjeu au même titre que d'autres sujets (la sécurité, la mobilité, le pouvoir d'achat...), mais la question des risques climatiques n'est pas forcément projetée comme un enjeu électoral à part entière.
- **Le risque climatique peut en revanche devenir un sujet auprès de populations spécifiques** (agriculteurs, riverains en bord de fleuve ou de rivière par exemple) **ou si un nouvel épisode survient** ; la communication d'actions visibles (calendrier, chiffrage, travaux) peut alors augmenter la crédibilité électorale.



*On ne parlera pas de ça, c'est pas un gros sujet pour l'instant. Le sujet dans nos communes, c'est la crise du service public. (Elu, 350 hab.)*

*La prochaine mandature, on va adapter le PLU. Ces contraintes d'abattage d'arbres seront dedans, de replanter des haies. Les continuités écologiques seront encore plus mises en avant, on essaiera de ne plus construire de murs, planter des haies, planter des arbres, tout ça, ce sera des obligations.(...)On changera la couleur de nos revêtements urbains (...) on va demander plus d'avancées sur les toits pour gagner un peu plus d'ombre (...) la protection de certains arbres remarquables. (Elu, 1200 hab.)*

*Oui la prévention sera dans les sujets à traiter : quelle politique de rénovation du patrimoine public, quelle approche de l'urbanisme on va avoir sur les années à venir. (Elu, 70000 hab.)*

*La question du climat va être au cœur d'un certain nombre de politiques publiques, sur le plan éducatif, comment on enseigne, on éduque à la question environnementale les enfants qui nous ont été confiés (...) C'est inscrit, c'était dans notre programme depuis deux mandats, c'est vraiment des choses qui sont aussi au plus haut point, notre maire est vraiment très sensible à tous ces sujets, d'ailleurs, je crois que notre ambition, c'est vraiment d'être une ville durable à tous les niveaux, et d'accompagner tous les modes de vie, les modes de vie durables. (Elu, 11000 hab.)*

# Et dans le volet quantitatif aussi, la prévention des risques climatiques ressort comme une priorité pour 2026.



Décideurs  
collectivités

En vue des prochaines élections municipales de mars 2026 et parmi la liste suivante, quels sont tous les sujets liés à la prévention des risques que votre commune mettra en avant dans le futur programme d'action locale ?

Base : Elus locaux uniquement (300 répondants) / Total supérieur à 100% car plusieurs réponses étaient possibles

La **prévention des risques climatiques** (inondations, feux, sécheresses...)



La **prévention des risques économiques** (inflation, dette, pénurie...)



La **prévention des risques sécuritaires** (hausse du terrorisme, de la criminalité...)



La **prévention des risques sociaux** (mouvement sociaux, hausse de la pauvreté...)



La **prévention des risques sanitaires** (pandémie, crise de santé publique...)



La **prévention des risques industriels** (explosion, fuite toxiques...)



La **prévention des risques géopolitiques** (guerres, tensions internationales...)



La **prévention des risques technologiques** (panne de système, cyberattaque...)



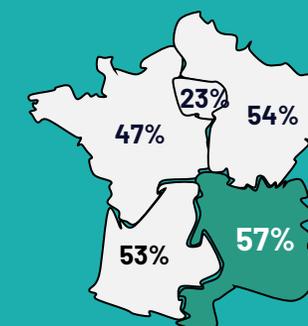
Aucun de ces sujets



Vous ne savez pas encore



En particulier dans le Sud Est



Quelques différences selon la taille de la commune

